

CAZDN
Z 1
-77N115-



the ROYAL COMMISSION on the NORTHERN ENVIRONMENT

RAPPORT PRÉSENTE À LA
COMMISSION ROYALE SUR L'ENVIRONNEMENT
DU NORD
PAR
L'ASSOCIATION DES FRANCOPHONES
DU NORD-OUEST DE L'ONTARIO

Funding Program Report



ROYAL COMMISSION ON THE NORTHERN ENVIRONMENT

J.E.J. FAHLGREN, COMMISSIONER

carpn
21
- 77N/115

RAPPORT PRÉSENTE À LA

COMMISSION ROYALE SUR L'ENVIRONNEMENT
DU NORD

PAR

L'ASSOCIATION DES FRANCOPHONES
DU NORD-OUEST DE L'ONTARIO

REPORT OF THE ASSOCIATION OF
FRANCOPHONES OF NORTH-WESTERN ONTARIO

TO THE

ROYAL COMMISSION ON THE NORTHERN ENVIRONMENT

September 1980

THIS PUBLICATION HAS BEEN PREPARED WITH THE
FINANCIAL ASSISTANCE OF THE ROYAL COMMISSION
ON THE NORTHERN ENVIRONMENT'S FUNDING PROGRAM.
HOWEVER, NO OPINIONS, POSITIONS OR RECOMMENDA-
TIONS EXPRESSED HEREIN SHOULD BE ATTRIBUTED TO
THE COMMISSION; THEY ARE THOSE SOLELY OF THE
AUTHOR(S).



REMERCIEMENTS

L'A.F.N.O.O. désire exprimer sa reconnaissance à la Commission Royale pour une aide financière qui a permis, dans une large mesure, la réalisation de ce projet. Elle veut remercier également tous ceux qui ont participé soit à titre de personnes-ressources, soit à titre de représentants de leur région.

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'Association, mais non celles de la Commission.

TABLE DES MATIERES

	Page
1. INTRODUCTION	1
2. L'AFNOO ET LE NORD-OUEST	2
3. LE NORD-OUEST ET SA POPULATION	3
4. CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION FRANCOPHONE	5
5. PROBLEMES PARTICULIERS AU NORD-OUEST	10
6. DESCRIPTION DU PROJET	15
7. LES ATELIERS ET RECOMMANDATIONS DES PERSONNES-RESSOURCES	16
8. SOMMAIRE ET RECOMMANDATIONS DE L'AFNOO . . .	21
9. CONCLUSION	22
10. RESUME DES RECOMMANDATIONS	23

ANNEXES : Lettres d'animateurs d'ateliers
Tableaux 1, 2, 3, 4, 5.



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119701506>

1. INTRODUCTION

Au cours de la dernière décennie, les francophones hors-Québec se sont éveillés à une participation plus active à la vie économique du pays. Plus que jamais, il apparaît qu'il n'y a point d'épanouissement social, culturel et économique sans accès à des leviers économiques significatifs. L'économie d'aujourd'hui constitue à n'en pas douter une condition "sine qua non" de dignité humaine. Elle seule, aujourd'hui, assure aux citoyens le substrat matériel nécessaire sans lequel la vie quotidienne perd son sens.

Pour les francophones, il devient de plus en plus clair que, si francophonie doit signifier pauvreté, tout est perdu. Seul le partage des biens économiques à part entière avec nos concitoyens anglophones peut apporter aux francophones la motivation de préserver leur identité franco-canadienne.

Il en coûte déjà beaucoup de faire partie d'un groupe minoritaire et si, par surcroit, l'accès au pain quotidien doit signifier une bataille plus pénible parce que francophone, la vie peut devenir intolérable.

Dans le Nord-Ouest, où la vie économique prend un caractère d'autant plus précaire qu'elle est liée à la disponibilité des ressources naturelles et à une minorité de grandes industries majeures qui peuvent du jour au lendemain fermer leurs portes, comme on l'a vu à Atikokan et comme cela pourrait se produire n'importe où ailleurs, il est urgent que le citoyen en général, et le franco-ontarien en particulier, soit conscient de la nécessité de diversifier les entreprises.

C'est forte de cette conviction que l'AFNOO a entrepris de promouvoir une série de rencontres qui avaient pour but d'inviter les nôtres à réfléchir sur leur potentiel économique. Ces réflexions ont donné lieu à certaines recommandations que ce rapport a l'intention de présenter.

2. L'AFNOO ET LE NORD-OUEST

L'Association des francophones du Nord-ouest de l'Ontario existe depuis un peu plus de trois ans. Fondée en août 1977, l'AFNOO regroupait, à l'origine, cinq communautés francophones : Longlac, Geraldton, Manitouwadge, Thunder Bay et Ignace. Depuis, quatre autres communautés organisées se sont affiliées : Marathon, Nakina, Fort Frances, Wabigoon, auxquelles il faut ajouter les organismes suivants : l'A.P.I. de Thunder Bay, Les Etoiles Filantes, La Télévision française de Thunder Bay, Le Théâtre du Géant, l'Info-Impact, l'A.E.F.N.O.O. (Association des étudiants francophones du Nord-ouest de l'Ontario). De plus, l'AFNOO maintient des contacts de plus en plus rapprochés avec les communautés suivantes : Kenora, Sioux Lookout, Red Lake, Atikokan, Schreiber - Terrace Bay, et l'on espère pouvoir inclure, dans un avenir rapproché, Nipigon, Beardmore, Caramat.

Chacune des communautés "affiliées" à l'AFNOO est dotée d'un organisme socio-culturel dont le but premier est de regrouper les francophones et de promouvoir l'épanouissement de la langue et de la culture françaises. Jusqu'en août 1977, chacune de ces communautés déployait à sa manière, isolée l'une de l'autre, des efforts morcelés pour assurer la continuité de sa vie française. Ces efforts, hélas, parurent somme toute assez vains, et c'est du besoin ressenti par ces communautés de s'unir pour faire entendre d'une seule voix leurs plaintes communes, quant au sort qui leur est fait - et l'oubli dans lequel elles sont plongées depuis le départ des Français de l'ancien régime - qu'est née l'AFNOO. Elle est née d'un besoin de clamer avec vigueur notre désir de survivre, et de vivre, ici comme ailleurs, en français.

Le but de l'AFNOO est de "promouvoir l'épanouissement social, économique et culturel des personnes de langue et de culture françaises résidant dans la région communément appelée le Nord-ouest de l'Ontario".

C'est à titre de porte-parole des francophones de cette région que l'AFNOO adresse aujourd'hui des recommandations à la Commission Royale sur l'Environnement du Nord, et propose quelques moyens de promouvoir le mieux-être économique des francophones de cette région.

3. LE NORD-OUEST ET SA POPULATION

La population française de ce coin de pays remonte au Régime Français, à l'époque des premières tentatives d'exploration d'une voie vers l'ouest. Avant la fin du XVIIe siècle, en 1679⁽¹⁾, on rapporte que le Sieur Dulhut séjournait à l'embouchure des "Trois Rivières", autrement appelée Kaministigouya, à la tête du Lac Supérieur, et aujourd'hui connue sous le nom de Kaministiqua. Et, par la suite, de nombreux voyageurs et "coureurs des bois" français arpenterent cette région dans tous les sens, lui donnant des noms français dont plusieurs sont conservés.

La région du Nord-ouest de l'Ontario compte pour 59% du territoire géographique de la province. Cette immense région comprend une population totale de 233,390 habitants, dont 119,000 (approximativement) sont concentrés dans le Thunder Bay Métropolitain, soit plus de la moitié de la population totale du Nord-ouest, région qui comprend les trois districts de Thunder Bay, Kenora et Rainy River. La population de descendance ethnique française s'élèverait dans le Nord-ouest à 20,300, tandis que les citoyens dont la "langue maternelle est le français" ne seraient plus que 9,140. (Voir Annexe I, Tableau 1). Du point de vue de la répartition précise de cette population de langue maternelle française, il apparaît que 3,615 se trouvent dans des centres de plus de 5,000 habitants; 6,005 dans des centres de plus de 2,000 habitants; et 3,135 dans des centres de moins de 2,000 habitants (Voir Annexe I, Tableau 5), ce qui laisse voir que 3,615 francophones vivent dans un état d'isolement qu'on pourrait appeler "relatif", soit 34%, et 1,515 dans un isolement quasi total, soit 16.5%.

Note :

Les chiffres présentés ici se retrouvent dans les tableaux présentés en "Annexe I" :

Tableau I : Vues d'ensemble des trois districts : population totale, population de descendance ethnique

(1) Dès 1667, le Père Allouez, S.J., s'était rendu à Nipigon visiter les Nipissing qui s'y étaient réfugiés.

française, population de langue maternelle
française, population dont la langue d'usage
est le français.

Tableaux II - IV :

Détails concernant les mêmes groupes présentés
en fonction de l'importance décroissante des
groupes de francophones.

Tableau V : Répartition de la population dont la langue
maternelle est le français en fonction de
l'importance des concentrations.

4. CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION FRANCOPHONE

Les facteurs qui, depuis de nombreuses années, ont attiré la population francophone dans cette région sont les industries liées à l'exploitation des ressources naturelles : industries forestières et minières, de même que la construction. Partout où fleurissent ces industries, on trouve des Canadiens-français, et partout où ces industries augmentent leurs effectifs, on voit augmenter la population française; c'est le cas récent de Ignace, Terrace Bay, Longlac, Nakina, où les pourcentages de francophones se sont accrus considérablement. D'après nos contacts dans ces localités, le pourcentage des francophones de ces centres serait beaucoup plus élevé que ne le laissent croire les statistiques.

- 4.1. Par ailleurs, cette population conserve un caractère d'extrême mobilité. Ils sont venus ici les uns après les autres d'origines diverses, soit du Nord-est de l'Ontario, soit du Québec. On ne vient pas, semble-t-il, dans le Nord-ouest pour s'établir à demeure, mais pour y trouver les moyens d'une subsistance nécessaire. Ce sont les possibilités d'emploi qui décident des lieux d'habitation.
- 4.2. Du point de vue scolarité, notre population semblerait se situer à un niveau à peu près minimal. Les élites francophones, bien peu nombreuses ici, nous viennent de l'extérieur. Celles qui sont nées ici et ont parfait leur scolarité dans les institutions de la région se sont anglicisées, et sont perdues pour la francophonie, car à l'exception de Geraldton aucune institution secondaire francophone ne peut les accueillir. Ici, la masse s'anglicise en une génération.
- 4.3. Un autre trait qui caractérise notre population, c'est son immense dispersion dans un espace qui compte 200,000 miles carrés. Pour quelques concentrations urbaines, il y a des centaines d'ilôts de francophones, plus ou moins mobiles et à peine repérables. Les distances, ici, constituent l'empêchement majeur aux communications : la distance moyenne des centres coordonnés par l'AFNOO, par exemple, est de 200 miles, si bien

que réunir des représentants de chacune de ces communautés coûte chaque fois une petite fortune.

4.4. Un trait essentiel de cette population est donc l'isolement : isolement des communautés francophones les unes par rapport aux autres; isolement par rapport aux principaux centres de la région et par rapport aux concentrations plus importantes de la province : 450 miles de Thunder Bay à Winnipeg; 625 de Sudbury; 1,000 de Toronto.

4.5. L'homo economicus canadien-français : un héritage peu favorable, mais une promesse.

Héritier pour la plupart d'un Québec encore sous l'emprise des idéologies agriculturistes qui régnait au XIXe siècle, le Canadien-français de l'Ontario apparaît historiquement comme peu enclin à se vouer aux entreprises économiques.

Un domaine où il a bien réussi est sans contredit celui de l'agriculture où, historiquement, beaucoup des siens se sont naturellement cantonnés et où un grand nombre connurent de francs succès. Au travail agricole du Canadien-français s'est ajouté, depuis toujours, une participation active à l'industrie forestière où on le retrouve souvent comme bûcheron, beaucoup plus rarement comme entrepreneur. Plus récemment, au fur et à mesure que l'industrie minière, l'industrie des pâtes et papiers, et la construction connaissent une plus grande ampleur, on le retrouve encore généralement comme manoeuvre, s'étant acquis au cours de longues années de labeur la réputation d'un travailleur expérimenté, responsable et courageux.

Depuis les années 1960, nombreux sont ceux qui ont abandonnés le monde rural pour adopter plus définitivement la ville où ils se retrouvent généralement comme salariés et dépendant pour leur existence de l'entreprise d'un autre.

Il y a à cette règle, il va sans dire, des exceptions, mais de façon générale on peut affirmer que le nombre d'employeurs francophones reste relativement limité, et les franco-ontariens, de façon massive, n'ont accès à un emploi qu'en anglais.

Le citoyen francophone du Nord-ouest ne fait évidemment pas exception à cette règle. Pourtant, sa venue dans ce coin de pays ne date pas d'hier. Depuis les années 1650, on peut retracer le passage des Français dans cette région. Longtemps avant la venue de la population d'origine relativement récente, il avait exploré ce pays, laissant à plus d'un endroit des noms qui marquent encore aujourd'hui son passage. Depuis la fin du XIXe siècle et au cours de tout le vingtième siècle, on le voit s'installer là où la possibilité d'un travail lui offre subsistance : il travaille à l'installation de chemins de fer, aux réseaux routiers, aux installations des principales industries de la région et à leur fonctionnement. Il le fait comme subalterne comptant rarement parmi ceux qui dirigent l'entreprise.

Pourquoi le francophone ne s'est-il pas davantage manifesté, ici comme ailleurs, comme initiateur et promoteur de petites et moyennes entreprises ? Certains l'on fait, répétons-le, mais c'est l'exception. Et les autres ? Ce n'est pas le manque d'industries ou d'imagination qui les en ont écartés, ni l'inventivité, car la vie quotidienne du franco-ontarien traditionnel est meublée d'inventions de toutes sortes, fabriquées souvent avec des moyens de fortune, pour répondre aux besoins de l'heure. D'ailleurs, la vie canadienne moderne ne lui doit-elle pas quelques-unes des grandes inventions qui lui rendent la vie plus facile ? Historiquement, il convient de considérer le Canadien-français comme un "patenteux", mais on ne peut dire que son génie se soit épanoui particulièrement du côté du négoce ou de l'entreprise commerciale.

Un domaine qui mérite d'être mentionné toutefois c'est celui du mouvement coopératif. Comme au Québec, l'Ontario francophone a connu une floraison de Caisses Populaires et de coopératives agricoles, mais si ces dernières ont bien réussi dans le contexte de la paroisse, autour du clocher, elles n'ont pas connu les mêmes réussites dans le domaine de la petite et moyenne entreprise. Les Caisses se sont engagées efficacement à pourvoir leurs membres des fonds nécessaires à l'établissement d'un

foyer : prêts hypothécaires, et prêts pour répondre aux nécessités de la vie; elles ont su inculquer à de nombreux franco-ontariens le sens de l'épargne, mais rarement ont-elles développé chez les mêmes un sens aigu des affaires, le flair rusé de l'investisseur qui élève ce dernier au rang des financiers du monde contemporain.

Sans doute que nées elles-mêmes du monde rural québécois, à l'époque où prévalaient encore les groupes idéologiques du XIXe siècle, elles-mêmes un peu agriculturistes et forcément anti-commerciales, réservant pour les "Anglais" les tâches trop matérielles de ce monde, se sont-elles cantonnées à l'écart - et ceux qu'elles servaient avec elles - des grandes préoccupations de l'homme industriel moderne.

Du mouvement coopératif, il faut dire la même chose. Ce n'est que récemment qu'une diversification des entreprises coopératives a été tentée en Ontario, bien qu'encore assez timidement. Ce qui paraissait aller de soi dans le petit ou grand village agricole, se découvre d'inexplicables résistances dans un contexte où les besoins ont changé, mais où les moyens d'y remédier pourraient aussi bien être analogues.

Absent historiquement des grandes initiatives commerciales, le franco-ontarien, de façon générale et celui du Nord-ouest en particulier, ne semble pas avoir réussi à s'adapter à l'esprit d'entreprise ambiante de son milieu. Il a continué de se soumettre, à son insu, à une idéologie latente qui l'exclut d'une participation active à l'économie du pays. Par ailleurs, ses maîtres à penser en matière économique n'ont pas su faciliter son passage encore récent d'un monde largement agricole aux besoins et à l'économie beaucoup plus diversifiés de la ville. Ce que le Québec a su secouer au début des années 1960 est resté chez les franco-ontariens de vieille souche à peine entamé. Une longue éducation reste à faire, et c'est à cette tâche d'éducation que l'Association voulait un peu s'attaquer en soumettant sa demande de participation à la Commission d'enquête sur l'environnement du Nord.

4.6. Ce qui caractérise aussi notre région, c'est le manque quasi total d'institutions françaises qui puissent fournir un cadre à une vie culturelle viable. Pendant quelques siècles, les francophones sont venus dans ce coin de pays et en sont repartis sans laisser derrière eux de structures capables d'enrichir la langue et la culture de leurs contemporains et de leurs descendants. Là où l'on a réussi à mettre sur pied une paroisse et une école, elles n'ont pas toujours pu survivre, faute d'élites sans doute, mais faute aussi de pouvoir communiquer avec ses semblables d'ici et de l'extérieur.

L'inventaire des institutions françaises d'ici se résume à peu de chose : une école secondaire à Geraldton; des écoles primaires à Geraldton, Longlac, Manitouwadge, Ignace (1978) et Thunder Bay (1978). Une messe en français hebdomadaire à Longlac, mensuelle à Geraldton et Thunder Bay.

5. PROBLEMES PARTICULIERS AU NORD-OUEST

5.1. Coût de la vie :

Le coût de la vie dans le Nord-ouest est sans contredit plus élevé que dans les autres centres plus importants ailleurs en province. Qu'il s'agisse d'habitation, de nourriture, d'habillement ou de tout ce qui est essentiel à la survie, le citoyen se voit pénalisé par le simple fait qu'il demeure à des distances difficiles d'accès. Le manque significatif d'industries secondaires dans cette région rend nécessaire une importation coûteuse qui s'applique pratiquement à tous les biens de consommation.

5.2. Transport et coûts :

Quant aux coûts de transport, ils sont souvent exorbitants. A commencer par le coût des voitures et d'essence, en passant par les tarifs d'avion, de train et d'autobus. Chaque fois qu'un citoyen du Nord-ouest veut entrer en contact avec l'un de ses voisins, il doit payer et payera cher un luxe pourtant si accessible dans d'autres régions du pays. Encore faut-il indiquer que tout déplacement implique d'importants sacrifices : horaires d'autobus et de train extrêmement limités. (Remarquons, les services sont plus pauvres aujourd'hui que durant la période d'après guerre). Absence complète, dans plusieurs régions, de plusieurs de ces services : pas de train, ni d'autobus à Manitouwadge; pas d'autobus à Nakina, pour ne donner que deux exemples; pas non plus de services d'avion dans de nombreuses communautés. Là où il s'en trouve, tarifs élevés réservés à une clientèle privilégiée et peu accessibles aux moins nantis économiquement. Dans le même ordre d'idée, citons qu'un voyage Thunder Bay - Montréal coûte aussi cher qu'un billet Montréal - Miami ou Toronto - Sans Francisco. Il y a là une injustice contre laquelle les citoyens du Nord ont tort de ne pas protester en masse.

5.3. Communications :

Du point de vue des communications, les citoyens du Nord-ouest ne sont guère mieux servis. Le téléphone existe ici, bien sûr. Mais là encore les coûts d'utilisation sont élevés et la qualité du service souvent inférieure. Il suffit de tenter de faire un appel interurbain aux heures de pointe pour se rendre compte combien le nombre de circuits reliant notre région au monde est limité. Bien sûr, on peut toujours passer par l'opératrice en payant le coût supplémentaire. C'est là une situation dont ne peuvent que s'étonner les gens de l'Est, habitués à des services de qualité supérieure. Quant aux services en français offerts aux francophones, ils sont nuls. Il est vrai qu'il y a des opératrices francophones à Bell Canada, mais aucun effort n'est fait pratiquement pour accommoder le client.

Dans le domaine des médias électroniques français, le Nord-ouest reste quasi intact. Télévision française à Thunder Bay et Kenora. Radio à Thunder Bay, Geraldton, Kenora, Dryden. Ailleurs, les services français restent promesse de réalisation ou simple rêve des intéressés. Il est clair que, dans ce domaine, les francophones doivent être desservis, des sommes substantielles devront être investies.

5.4. Services aux francophones :

Il est clair qu'il n'y a pas que les francophones à se plaindre des services offerts dans le Nord-ouest. Ils partagent avec de nombreux groupes minoritaires les mêmes frustrations face à la nécessité d'exprimer dans une langue étrangère des besoins ou des sentiments aussi intimes que ceux qui sont reliés à la santé physique et mentale, domaine social et communautaire, l'aide à l'enfance exceptionnelle ou inadaptée, l'aide juridique, etc. Seulement, pour les francophones qui prennent pour acquis que leur pays est officiellement bilingue, leurs frustrations sont plus considérables. Il est sûr que des services en français impliquent des coûts supplémentaires, mais les francophones regrettent amèrement que ces services ne coïncident pas

avec la philosophie officielle du pays. Pour le moment, tout reste à faire dans le domaine de ces services, et tant que des progrès notables ne seront pas faits, les francophones ne pourront pas se sentir citoyens à part entière.

5.5. Manque de données de base :

Un domaine où l'aide économique paraît urgente à l'Association, c'est celui de la recherche fondamentale et l'accumulation de données de base sur la population francophone. Un document comme celui-ci aurait besoin, pour être complet, de s'inspirer de données scientifiques irréfutables permettant d'affirmer de manière à dissiper tout doute l'existence de tel ou tel fait ou besoin concernant la population francophone du Nord-ouest. Très souvent, l'accès aux fonds pour des projets dans la communauté est conditionné par la justification à l'aide de données du bien-fondé de la demande.

Il est donc urgent que des sommes soient mises à la disposition des chercheurs de la région (Lakehead University, par exemple) pour que des recherches soient entreprises afin de documenter le fait français dans le Nord-ouest.

5.6. Villes à industrie unique :

Ce qui caractérise cet isolement, c'est le fait que la grande majorité des concentrations du Nord-ouest se regroupe autour d'une seule industrie qui assure, à elle seule, la survie économique du regroupement. Cette situation comporte des inconvénients dont les conséquences, à notre connaissance, ont été trop peu soulignées par le passé : des vies humaines entièrement liées à un seul maître souvent peu compréhensif des besoins individuels et communautaires, sans mentionner quand il y a lieu «leur "être francophone" dont pratiquement on ne tient pas compte.

L'homme de ces communautés n'est guère que le prolongement peu significatif d'une industrie majeure. Devant elle, il n'a d'autres ressources que de se plier et de se soumettre : Travaille ou meurt ! Les Canadiens français, comme la moyenne des travailleurs d'ailleurs, sont peu équipés pour intervenir et

modifier quoi que ce soit à leur condition. Le choix qu'ils ont c'est d'accepter la situation ou de déménager dans un autre centre où, inévitablement, la même situation se représentera.

5.7. Vie culturelle et sociale limitée :

L'isolement, lié à cette dépendance, engendre une atmosphère où l'épanouissement social et culturel passe au plan secondaire. On vit pour travailler et on travaille pour vivre. Dans la plupart des centres industriels du Nord-ouest, les possibilités d'activités sociales sont très limitées. Absence, par exemple, dans beaucoup de cas, de salles de cinéma, quilles, terrain de jeux, centre récréatif ou sportif, piscine couverte, radio, T.V. française, concerts, spectacles culturels, etc.

Si l'on compare la vie dans l'un de ces centres à ce qui est possible dans une ville comme Thunder Bay - pour ne pas parler de centres plus importants - on ne peut que constater à quel point la vie humaine est réduite à son aspect primitif et élémentaire. Il est vrai que l'on pourrait rétorquer qu'il est illusoire de s'attendre de trouver à Geraldton, Longlac, Nakina, ce que l'on trouve à Thunder Bay, mais, si l'on s'arrête un tant soit peu à ce que la vie doit être et peut être en ce vingtième siècle, on ne peut qu'être scandalisé de l'écart qui existe entre les conditions qui sont faites à des citoyens qui doivent s'isoler pour vivre et celles de nombreux privilégiés habitant des villes plus humaines.

5.8. Préparation du citoyen à intervenir :

Une question qui se pose : "à qui revient la responsabilité de cet état de choses, et qui pourrait être en mesure d'effectuer des changements ?"

Dans certains cas, il serait juste de dire que la corporation principale n'a pas assumé toutes ses responsabilités face à la communauté, se contentant de recruter des travailleurs sans se préoccuper de leur bien-être global. L'autre constatation, c'est que les citoyens en général, et francophones en particulier,

ont été peu portés par le passé à intervenir dans leur communauté et se pourvoir des institutions nécessaires. Ils ne semblent pas non plus avoir pu entièrement tirer parti de leur situation de ville à industrie unique, soit que leurs efforts aient été vains, soit qu'une telle initiative ne leur soit même pas venue à l'esprit. Quoi qu'il en soit, il apparaît primordial que dans un avenir prochain ces communautés puissent avoir accès à des occasions de réfléchir sur la situation, et soient mises en mesure d'intervenir plus efficacement.

6. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet économique, qui a eu lieu les 15, 16, 17 janvier et les 15, 16, 17 février 1980, avait pour but de sensibiliser les gens de Nakina, Longlac, Geraldton et des environs aux possibilités du pouvoir économique qu'ils pourraient acquérir par voie de formation, tels ces stages, pour qu'ils puissent prendre en main tous leurs efforts potentiels comme citoyens à part égale dans leurs communautés, ainsi que de leur donner les outils nécessaires afin de les stimuler à prendre intérêt aux activités économiques qui les concernent.

Ainsi donc, le projet économique avait pour but d'évaluer et d'analyser la situation économique des petites régions isolées dans le Nord-ouest de l'Ontario en encourageant les francophones à s'impliquer aux niveaux économiques.

Le projet lui-même consistait en six ateliers qui traitaient de différents niveaux économiques, soit :

1. Les caisses populaires
2. Sensibilisation à notre propre situation économique
3. Méthodes de financement
4. Investissement
5. Les coopératives
6. Comment s'impliquer aux niveaux économiques dans nos communautés.

7. LES ATELIERS ET RECOMMANDATIONS

7.1. Les caisses populaires :

Monsieur Yvan Forest du Conseil Canadien de la Coopération, Lévis, P.Q.

M. Forest, dans sa présentation, nous a parlé de la caisse populaire elle-même, du service qu'elle peut rendre à la région, sa philosophie, et le mode d'entr'aide au sein de la communauté. Suite aux discussions, M. Forest nous a recommandé qu'une étude soit mise en marche afin de déterminer la possibilité de la création d'une caisse populaire pour les francophones du Nord-ouest.

Il est recommandé que :

"Une recherche à long terme soit faite afin d'étudier la possibilité et la survivance d'une Caisse populaire dans le Nord-ouest."

(Recommandation No 1)

7.2. Sensibilisation à notre propre situation économique :

Kenneth Choquette, Conseiller économique de l'A.C.F.O., Ottawa.

M. Choquette avait pour but de sensibiliser le groupe au besoin de la circulation des biens et des idées si on veut une économie vivante et active. Le plus gros problème souligné a été celui de l'économie qui se base sur une seule industrie. Cette économie s'écroule si l'industrie ferme ses portes. Le besoin le plus pressant est celui de la création d'industries secondaires au sein des communautés qui se voient jour après jour dans cette situation. L'économie consiste non seulement à faire des épargnes, mais aussi à faire profiter son argent au développement communautaire, comment ces épargnes pourraient aider les francophones à devenir maîtres chez eux.

Le seul fait d'être bien informés à tous les niveaux économiques permettrait à tous les francophones du Nord-ouest de se

sensibiliser au fait économique et de s'équilibrer au sein de leur communauté, ce qui leur donnerait l'initiative voulue et nécessaire pour gérer leurs propres affaires.

Il est recommandé que :

"Toute information pertinente qui traite d'économie, à quelque niveau que ce soit, soit vulgarisée en termes plus compréhensibles et que cette information soit plus à la portée de ceux qui la désire."

(Recommandation No 2)

7.3. Méthodes de financement :

Raymond Poirier, Franco-Fonds, Winnipeg, Manitoba

M. Poirier nous a présenté l'idée d'un francophone qui devient propriétaire d'un commerce dans une communauté et comment ce fait aide à créer des emplois et contribue à l'économie personnelle et communautaire. En devenant investisseur dans sa communauté, une personne apprend tout le rouage économique nécessaire au bon fonctionnement de ses états financiers.

La synthèse offerte par M. Poirier était telle que la plupart des participants, bien que très ouverts à la théorie de base, ne se sentaient pas nécessairement prêts à s'impliquer à un niveau économique aussi élevé.

7.4. Investissement :

Pierre Laurencelle, Club d'Investissement, Winnipeg, Manitoba.

M. Laurencelle nous a parlé de la possibilité de démarrer dans la région des groupes de personnes intéressées qui seraient prêts à s'initier au monde de la bourse.

Afin de poursuivre les recommandations de M. Laurencelle, les gens auraient besoin de divers cours d'initiation à l'économie, à cause du manque de formation et d'information qui semble prévalent. Il y a tout un travail à faire dans la région du Nord-Ouest afin que les francophones puissent se sentir à l'aise dans le domaine économique. La majorité des gens sont des

travailleurs à col bleu, dont le niveau d'éducation n'est pas très élevé. Ainsi donc, très peu d'entre eux sont prêts à prendre des risques financiers qui les impliqueraient dans le monde de l'investissement.

Il est recommandé que :

"Des cours en économie soient incorporés dans le système scolaire afin d'entraîner les jeunes au monde économique, et que des cours du soir soient programmés pour les adultes au niveau du post-secondaire."

(Recommandation No 3)

7.5. Les coopératives :

Jean-Louis Bourdeau, Conseiller, North Bay, Ontario.

M. Bourdeau nous a présenté - en détail - le pourquoi, comment et quand des coopératives, tout ce qui est important à la fondation, au bon marché, et à la participation des gens qu'im- plique une coopérative.

Suite à nos discussions, les participants se sont montrés très intéressés à la formule de la coopération. Mais sans période de préparation et d'étude adéquates, on ne peut pas en assurer le succès.

Il est recommandé que :

"Une recherche soit faite à travers le Nord-ouest afin d'étudier les possibilités de coopératives dans la région et que des fonds soient débloqués à cette fin."

(Recommandation No 4)

7.6. L'implication dans notre milieu :

Omer Deslauriers, Conseil des Affaires Franco-Ontariennes, Toronto, Ontario.

L'exposé de M. Deslauriers nous a fortement souligné le manque de participation des francophones au palier politique-économique des centres du Nord où le pourcentage des francophones est très élevé : ex. Nakina, Geraldton, Longlac.

Il est recommandé par M. Deslauriers que :

"a) Besoin d'établir des cours de leadership dans les régions francophones de Thunder Bay, telles que Geraldton, Longlac, Ignace, etc. Lors de la discussion, il est devenu apparent que les francophones de ces endroits n'étaient pas tellement présents aux paliers des prises de décision, que ce soit à l'hôtel de ville, au conseil scolaire ou dans les diverses agences municipales. Il y a encore une certaine réticence à se présenter comme candidat à divers postes de ces organismes. Si le gouvernement instituait des cours de leadership à l'intention des francophones de ces régions, ceux-ci prendraient confiance en eux-mêmes et pourraient ensuite entrer dans le jeu de la démocratie. Des cours de leadership axés sur ce problème pourraient voir des francophones se présenter et accéder à des postes où se prennent les décisions.

b) Besoin d'information des programmes gouvernementaux. Il m'a semblé que beaucoup de francophones ne sont pas au courant des divers programmes du gouvernement. Il y aurait lieu d'étudier si l'information publiée dans les journaux et les média électroniques rejoint les francophones. Il se pourrait qu'on doive arriver à embaucher des agents d'information pour que les gens soient vraiment informés. Il faut se rendre compte qu'en certains endroits, il y a un nombre grandissant de personnes venant du Québec ou du Nouveau Brunswick qui s'installent et travaillent dans les entreprises forestières. Ces personnes ne connaissant pas les programmes des divers ministères de l'Ontario et ne sont pas nécessairement intégrées au système d'information anglophone - c'est un problème difficile à régler mais il faut songer à trouver des solutions nouvelles.

c) Agent de développement économique. Le colloque auquel j'ai participé portait surtout sur l'économie de la région. Il m'a semblé qu'il y aurait avantage pour les gens de cette région de rehausser le secteur économique qui pourrait à la longue avoir des retombées bénéfiques. Le ministère ontarien du Tourisme et de l'Industrie vient de lancer une politique ontarienne pour les petites entreprises. A ce que je sache, il n'y a aucun agent francophone dans la région pour mousser ce programme.

Je crois qu'il serait bon qu'un agent, embauché par contrat, fasse d'abord la compilation des petites entreprises francophones de la région et qu'ensuite il puisse les rencontrer pour leur expliquer le programme du ministère et les autres programmes qui pourraient aider les francophones de la région."

(Recommandations Nos
5, 6, 7.)

8. SOMMAIRE ET RECOMMANDATION

Vu dans son ensemble, le projet économique nous dit qu'il existe, dans la région du Nord-ouest, une très grande lacune à tous les niveaux qui touchent notre économie. Il est apparent que le manque de services, de formation et d'information a eu une très grande influence sur la vie quotidienne des francophones, ce qui nous démontre une faiblesse et une participation minime au développement économique de nos communautés.

Suite à ces ateliers, notre Association recommande que :

"Un conseiller en économie soit embauché à plein temps pour démarrer une recherche afin d'étudier les possibilités d'un avancement au sein de la communauté, ce qui permettra une évolution plus concrète de l'implication du francophone dans son milieu."

(Recommandation No 8)

De plus, vu l'absence d'une base économique adéquate ou permanente, vu l'absence de services aux francophones, vu le sentiment d'isolation qui est prévalent dans le Nord, NOUS recommandons que :

"Un programme soit mis sur pied pour rejoindre chacune des municipalités qui sont sous la juridiction du 50° parallèle, en vue de développer le potentiel économique de ces communautés."

(Recommandation No 9)

9. CONCLUSION

Bien que les perspectives d'industries secondaires dans le Nord-ouest ne soient pas encore développées, nous croyons qu'il existe dans notre région tout un potentiel qui n'a pas encore été exploré, tant pour les francophones que pour les anglophones. Leur avenir se base sur une industrie qui seule gère leurs villes respectives

Ce fait cause des incertitudes énormes et en ne se sentant pas très "sécuré" nul ose investir de ses propres fonds dans une communauté qui peut cesser de fonctionner du jour au lendemain : ex. Atikokan, Caramat.

Un système de développement à long terme serait sans doute la réponse à la situation de nos villes isolées du Nord, et nous croyons fermement que votre Commission pourrait en quelque sorte initier ou stimuler les gens du Nord à prendre leur avenir en mains, un avenir qui serait "sécuré" et sans aucun doute un avenir qui serait des plus favorable au développement du Nord.

10. RESUME DES RECOMMANDATIONS

1. Il est recommandé par M. Yvan Forest :

"Qu'une recherche à long terme soit faite afin d'étudier la possibilité et la survivance d'une caisse populaire dans le Nord-ouest."

Page 16

2. Il est recommandé par M. Kenneth Choquette :

"Que toute information pertinente qui traite d'économie, à quelque niveau que ce soit, soit vulgarisée en termes plus compréhensibles et que cette information soit plus à la portée de ceux qui la désire."

Page 17

3. Il est recommandé par M. Pierre Laurencelle :

"Que des cours en économie soient incorporés dans le système scolaire afin d'entraîner les jeunes au monde économique, et que des cours du soir soient programmés pour les adultes au niveau du post-secondaire."

Page 18

4. Il est recommandé par M. Jean-Louis Bourdeau :

"Qu'une recherche soit faite à travers le Nord-ouest afin d'étudier les possibilités de coopératives dans la région et que des fonds soient débloqués à cette fin."

Page 18

5. Il est recommandé par M. Omer Deslauriers :

"a) Besoin d'établir des cours de leadership dans les régions francophones de Thunder Bay, telles que Geraldton, Longlac, Ignace, etc.

Lors de la discussion, il est devenu apparent que les francophones de ces endroits n'étaient pas tellement présents aux paliers des prises de décision, que ce soit à l'hôtel de ville, au conseil scolaire ou dans les diverses agences municipales. Il y a encore une certaine réticence à se présenter comme candidat à divers postes de ces organismes. Si le gouvernement instituait des cours de leadership à l'intention des francophones de ces régions, ceux-ci prendraient confiance en eux-mêmes et pourraient ensuite entrer dans le jeu de la démocratie. Des cours de leadership axés sur ce problème pourraient voir des francophones se présenter et accéder à des postes où se prennent les décisions.

b) Besoin d'information des programmes gouvernementaux. Il m'a semblé que beaucoup de francophones ne sont pas au courant des divers programmes du gouvernement. Il y aurait lieu d'étudier si l'information publiée dans les journaux et les média électroniques rejoint les francophones. Il se pourrait qu'on doive arriver à embaucher des agents d'information pour que les gens soient vraiment informés. Il faut se rendre compte qu'en certains endroits, il y a un nombre grandissant de personnes venant du Québec ou du Nouveau Brunswick qui s'installent et travaillent dans les entreprises forestières. Ces personnes ne connaissent pas les programmes des divers ministères de l'Ontario et ne sont pas nécessairement intégrées au système d'information anglophone - c'est un problème difficile à régler mais il faut songer à trouver des solutions nouvelles.

c) Agent de développement économique. Le colloque auquel j'ai participé portait surtout sur l'économie de la région. Il m'a semblé qu'il y aurait avantage pour les gens de cette région de rehausser le secteur économique qui pourrait à la longue avoir des retombées

bénéfiques. Le ministère ontarien du Tourisme et de l'Industrie vient de lancer une politique ontarienne pour les petites entreprises. A ce que je sache, il n'y a aucun agent francophone dans la région pour mousser ce programme.

Je crois qu'il serait bon qu'un agent, embauché par contrat, fasse d'abord la compilation des petites entreprises francophones de la région et qu'ensuite il puisse les rencontrer pour leur expliquer le programme du ministère et les autres programmes qui pourraient aider les francophones de la région."

Pages 19-20

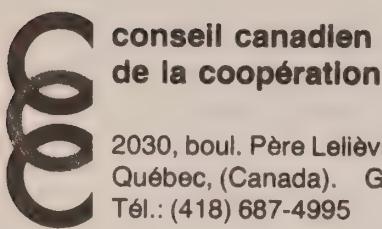
6. Nous recommandons :

"Qu'un conseiller économique soit embauché à plein temps pour démarrer une recherche afin d'étudier les possibilités d'un avancement au sein de la communauté et qui permettrait une évolution plus concrète de l'implication du francophone."

Page 21

7. "Qu'un programme soit mis sur pied qui rejoindrait chacune de nos communautés qui sont sous la juridiction du 50° parallèle, en vue de développer le potentiel économique de ces communautés."

Page 21



2030, boul. Père Lelièvre,
Québec, (Canada). G1P 2X1
Tél.: (418) 687-4995

Québec, le 18 avril 1980

Madame Yolande Long, coordonnatrice
Le Centre de Direction de l'AFNOO
14, rue St-Paul, suite 204
Thunder Bay, Ont.

Chère madame,

Tel que vous me l'avez demandé, voici mes impressions et suggestions suite à ma participation à votre session d'études tenue les 19 et 20 janvier dernier.

Mon premier sentiment, suite à cette rencontre, est que votre groupe réalise des activités fort intéressantes, mais dans un contexte où les ressources sont passablement éloignées des grands centres. Cette condition ajoute un certain nombre de difficultés à la réalisation de vos projets.

J'ai, par ailleurs, été impressionné par le dynamisme de vos participants et par la volonté de ces derniers de réaliser des initiatives très intéressantes pour leur milieu.

Le projet qui m'apparaît le plus valable pour votre milieu serait évidemment la formation d'une caisse populaire de préférence à un club de placements. Les raisons de cette préférence sont les suivantes:

- Possibilité d'accès de toute la population à ce projet,
- Chances de pérennité plus grande l'entreprise,
- Possibilité d'un éventail de services plus large.

Quelle que soit l'initiative que vous prendrez, il m'apparaît important que vous soyez reliés à des centres plus importants qui pourraient vous apporter une aide technique et un certain support financier nécessaires au succès de vos projets.

Cordialement vôtre,

Le directeur général

Yvan Forest
Yvan Forest.

Le 23 avril 1980

Yolande,

Ce texte est celui que j'ai finalement suivi pour donner ma causerie lors du colloque. En plus j'ai répondu aux questions variées des participants.

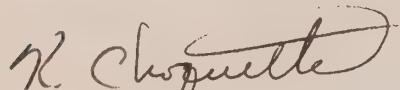
En troisième lieu nous avons tenté ensemble d'offrir des éléments de solution au problème de la dame dont le commerce était sur le bord de la faillite. Nous avons découvert les faiblesses de son commerce entre autres une méconnaissance frappante du marché potentiel.

OBSERVATIONS PERSONNELLES

Une prise de conscience de votre potentiel et des outils économiques disponibles me paraissent être les priorités à favoriser pour la prochaine année.

Il faut viser le point de vue de l'ensemble des gens pour voir ensuite les plus dynamiques se prennent en charge et devenir les moteurs de petits groupes se donnant comme mandats des initiatives précises telles que des coopératives d'investissement ou de placements, des petits commerces ou des entreprises manufacturières, l'éducation économique, la représentation auprès des grandes entreprises et des gouvernements etc. etc.

Ces initiatives particulières ne pourront être espérées qu'après avoir brisé cette dépendance sur les gouvernements et les grandes entreprises. La population doit d'abord être foncièrement convaincue que son épanouissement ne viendra que par elle-même.



Kenneth Choquette

KC/lf

IMPLICATIONS ET ENGAGEMENTS
DES FRANCO-ONTARIENS DU NORD-OUEST
DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE
OU
LA COOPERATION ET LA CIRCULATION
DES BIENS: DES LOIS
ECONOMIQUES UNIVERSELLES

Si nous voulons la prospérité, il faut non seulement que nos idées et nos projets se concrétisent mais il faut coopérer et mettre en circulation constante cette richesse qu'est l'épargne. C'est d'ailleurs deux des forces qui expliquent le développement très rapide des Caisses d'Entraide Economique du Québec dont l'épargne systématique, (entrée régulière et constante de fonds), et le réinvestissement commercial et industriel illustrent bien ces deux lois.

Je suis sûr que votre situation économique peut être grandement améliorée par le seul principe de la circulation de vos richesses actuelles. Est-ce nécessaire de vous dire que vous avez sûrement des trésors d'idées, de projets, sans parler d'entreprises qui attendent des fonds pour prendre de l'expansion.

Dans notre civilisation, l'argent est le courant qui dispense la vie sur le plan économique, il faut qu'il soit continu ce courant pour jouer son rôle. Tout système économique est un plan conçu par les hommes, ayant pour but de répartir les ressources. Tant que l'argent circule librement, un système économique est florissant. Par contre, quand il ne circule plus, le système se désagrège et meurt peu à peu, à moins que sous l'effet d'un stimulant quelconque l'argent ne recommence à circuler et que le système économique reprenne vie. (tiré de Georgina Tree West "Les Dix Commandements de la Prospérité").

* (faire ici un parallèle avec la circulation du sang, de l'air, de l'eau dans la nature)

Je crois que l'époque où le développement d'une région comme la vôtre par

l'entremise d'une ou de quelques grosses entreprises est une époque révolue. Nous connaissons trop bien les dangers de concentrer la main-d'oeuvre et l'activité économique secondaire sur un ou deux géants car il suffit d'une grève ou d'une baisse importante du marché pour voir s'effondrer l'économie de la région.

Je crois plutôt qu'il faut diversifier les activités économiques le plus possible. Il serait avantageux de transformer dans la région le plus de produits agricoles possibles, de faire des produits finis avec votre bois, de contrôler votre transport régional etc. Et les services d'hôtellerie à qui appartiennent-ils?

Je suis certain que votre région gagnerait à se donner des outils, permettant de canaliser vos épargnes vers des entreprises locales ou régionales ayant des projets d'expansion ou pour promouvoir la fondation de nouvelles entreprises créatrices d'emploi.

Il faut évidemment que tout commence dans votre tête. Par là je ne signifie pas avoir de bonnes idées, ni même de bons projets. Cela est évident, mais avant les idées et les projets il vous faut la foi. La foi en vous-même comme individu et comme groupe. Vous devez absolument savoir que vous possédez tous les atouts nécessaires pour réussir un progrès économique important.

Si vous savez que vous êtes capables et si vous avez un fort désir de réussir vous devez en troisième lieu vous donner les outils nécessaires que je pourrais énumérer de la façon suivante:

1. une structure de dialogue sur l'économie, ou les affaires si vous aimez mieux. (ex: un dîner, où des hommes d'affaires et autres intéressés se réunissent régulièrement pour faire des projets, s'entraider, s'informer, écouter un

expert, etc. etc.)

2. une structure de canalisation de l'épargne pour fins d'investissement dans des entreprises locales ou régionales anciennes et nouvelles.
3. un programme d'éducation économique pour les jeunes dans vos écoles secondaires avec des cours du soir pour les adultes.
4. un média d'information à la portée de tous pour tenir la population au fait des évènements économiques et la conscientiser d'une façon continue. (ex: émission TV et radio, journaux.)
5. des réunions spéciales pour des projets concrets ou la solution de problèmes spécifiques et/ou urgents(ex: colloques)

Vous aurez deviné évidemment que toutes mes suggestions seraient vaines si vous ne développiez pas entre vous cet esprit de coopération absolument essentiel à votre épanouissement collectif.

La formule coopérative est donc à mon avis votre meilleur démarreur puisqu'individuellement, seulement un très petit nombre d'entre vous pourrait réussir. Ce n'est pas suffisant que quelques franco-ontariens réussissent.

Il faut que notre race, en tant que grande famille fondatrice de ce pays, retrouve dans cette terre: l'héritage de nos pères agriculteurs, forestiers et mineurs. L'héritage d'une grande moisson économique pour nous leurs fils.

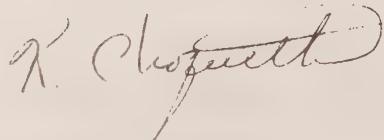
Ils n'ont pas semé ces champs, coupé ce bois et creusé ce sol pour nous voir aujourd'hui les parents pauvres de notre pays.

En terminant, j'aimerais vous laisser sur une note de confiance et d'optimisme:

Tout en s'assurant la prudence qui convient je prétends que si vous regroupez vos idées, votre énergie, vos épargnes tout autour des instruments que je viens de vous suggérer, vous pouvez être sûr de réussir une percée dans le domaine économique de votre milieu. Vous prendrez en mains vos affaires, un peu plus, peut-être beaucoup plus avec le temps, créerez des emplois et enfin commanderez le respect de ce que vous êtes: des francophones, citoyens à part entière.

D'AUTRE LE FONT! POURQUOIS PAS NOUS?

Nous avons vu dans une conférence antérieure un aspect dur de la réussite en affaires, et il serait irréaliste de dire que ce monde est harmonieux et sans violence, Par ailleurs il y a aussi une autre réalité que vous pouvez choisir: soit celle du développement équilibré de votre communauté par l'épanouissement économique coopératif de l'ensemble de ces membres guidés par quelques chefs de file bien éclairés



Kenneth Choquette

le 15 avril 1980
193, rue Dumoulin
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0E4

Madame Yolande Long
AFNOO
Coordonnatrice
14, rue St-Paul
Suite 204
Thunder Bay (Ontario)

Chère Madame Long,

J'aimerais vous communiquer certaines observations que j'ai pu faire à l'occasion de l'atelier que je donnais lors de votre colloque en économie.

Il m'était très évident que les gens qui participaient à l'atelier avaient une "soif de l'information" en ce qui a trait à l'économie. Pour répondre à ce besoin, je crois qu'il sera nécessaire de mettre sur pied un genre de "comité économique". Ce comité devra avoir accès à des personnes de ressources (spécialistes en économie si possible) et son mandat devra être d'identifier clairement où sont rendus vos gens (pensée économique) pour ensuite leur aider à s'organiser de sorte à ce qu'ils prennent leur économie en main par la suite. La volonté est là, il s'agit de fournir les outils nécessaires à ces gens et ils sauront se débrouiller.

L'aspect information devra être suivie par la coordination. Ces gens auront besoin d'un agent qui sera à leur service et de cette façon ils seront sécurisés dans leur première aventure économique. Cet agent pourra leur fournir les techniques d'administration et de management qui semblent manquer.

Bonne chance dans vos projets, et soyez assurée, Chère Madame Long, de mes sentiments les meilleurs.


Raymond Poirier

RP/re

Pierre Laurencelle
Fédération Provinciale des
Comités de Parents
273 rue Taché
St-Boniface, Man.

le 31 mars, 1980

Mme Yolande Long, coordonatrice
AFNOO
14 rue St-Paul, suite 204
Thunder Bay, Ontario

Mme Long,

Suite à l'atelier que j'ai dirigé lors de la première session en économie, je vous envoie un bref rapport de ce que j'ai constaté.

Les participants se sont montrés très intéressés à prendre leur propre économie en main. Le sujet de l'atelier portait sur l'investissement, et peut-être serait-ce un moyen parmi beaucoup d'autres par lequel ils pourraient s'impliquer.

Afin d'arriver à cet objectif, il nous faudrait des conseillers en économie qui leur aideraient à mettre sur pied des groupes d'investissement, ou quelle que soit l'idée qu'ils voudraient mettre en marche.

Au préalable, il faut toute une éducation en économie: des cours en économie au niveau secondaire, ou collégial, tel que cours de gestion, de finances personnelles, d'investissements, etc.

L'idée d'avoir un conseiller, à plein temps qui travaillerait dans la région, serait à recommander. Ceci permettrait à tous les francophones, surtout ceux de la région de Nakina, Longlac, Geraldton, de devenir beaucoup plus informés en économie et les sensibiliseraient à devenir plus actifs dans leur communauté.

Espérant que ce bref rapport répond à vos besoins, veuillez chère Madame, agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Au plaisir,

Pierre Laurencelle
Pierre Laurencelle

1980 04 16

Madame Yolande Long, Coordonatrice
Centre de direction de l'AFN00
14, rue St-Paul, suite 204
Thunder Bay, Ontario
P7B 4S5

Chère Madame Long,

Je voudrais vous redire le plaisir que j'ai ressenti à participer à vos ateliers sur l'engagement de nos gens dans le secteur économique en février dernier.

Je suis convaincu que la formule coopérative est un excellent moyen de faire démarrer certains projets de petite et de moyenne envergure dans votre région. Je tiens toutefois à vous mettre en garde contre certains écueils. En coopération, il faut que les membres comprennent bien les principes et les modalités de fonctionnement sinon on court vers un échec. Il est donc essentiel que le lancement de l'entreprise soit précédé d'une période d'étude, d'information et de discussion. Seules les personnes qui consentent à respecter les principes coopératifs devraient être acceptées comme membres; les autres deviennent des obstacles plutôt que des actifs.

La coopération c'est la formule des petits et des pauvres. Elle réussit chaque fois que les membres sont bien informés et que l'entreprise répond à un besoin véritable du milieu.

Si vous me permettiez un conseil je vous dirais de ne rien lancer avant une période de préparation adéquate et sérieuse. Peut-être pourriez-vous obtenir une subvention quelconque pour défrayer les coûts de cette période d'étude. De toute façon, je suis convaincu que la détermination que j'ai remarquée dans votre groupe mènera éventuellement à des réalisations que personne ne puisse imaginer présentement. Mes meilleurs voeux de succès vous accompagnent.

Sincèrement vôtre


Jean-Louis Bourdeau



Ontario

Le Conseil
des Affaires
franco-ontariennes

Council for
Franco-Ontarian
Affairs

4e étage
77 ouest, rue Bloor
Toronto, Ontario
M7A 2R9
(416) 965-0598

4th floor
77 Bloor Street W.
Toronto, Ontario
M7A 2R9
(416) 965-0598

Le 14 avril 1980

Mme Yolande Long
14, rue St-Paul
Thunder Bay, Ontario
P7B 4S5

Chère Mme Long:

C'est avec plaisir que j'ai participé le 17 février à Thunder Bay à une réunion qui regroupait les responsables des principales associations de l'Association francophone du nord-ouest de l'Ontario. On m'avait demandé de parler de communications efficaces avec les autorités gouvernementales et autres organismes. Je voudrais ici résumer mes observations à propos de cette réunion et faire quelques suggestions suite à la discussion avec le groupe.

En premier lieu, je voudrais rendre hommage aux dirigeants de l'A.F.N.O.O. qui ont su depuis quelques années susciter dans la région un grand intérêt pour la langue française et se servir de moyens efficaces pour arriver à leur fin, sans pour cela mettre à dos la majorité de la population anglophone. Leurs colloques d'information, leur présentation de mémoires bien étoffés, leurs rencontres avec les responsables des divers ministères et agences sont un exemple à toute la province qu'il y a moyen de prendre une place au soleil par des moyens démocratiques.

Le colloque du mois de février a porté sur des moyens de communications efficaces avec les autorités et sur l'économie. Selon moi, il y aurait au moins trois recommandations qui pourraient découler de cette rencontre:

a) Besoin d'établir des cours de leadership dans les régions francophones de Thunder Bay, telles que Geraldton, Longlac, Ignace, etc. Lors de la discussion, il est devenu apparent que les francophones de ces endroits n'étaient pas tellement présents aux paliers des prises de décision, que ce soit à l'hôtel de ville, au conseil scolaire ou dans les diverses agences municipales. Il y a encore une certaine réticence à se présenter comme candidat à divers postes de ces organismes. Si le gouvernement instituait des cours de leader-

.../

ship à l'intention des francophones de ces régions, ceux-ci prendraient confiance en eux-mêmes et pourraient ensuite entrer dans le jeu de la démocratie. Des cours de leadership axés sur ce problème pourraient voir des francophones se présenter et accéder à des postes où se prennent les décisions.

b) Besoin d'information des programmes gouvernementaux. Il m'a semblé que beaucoup de francophones ne sont pas au courant des divers programmes du gouvernement. Il y aurait lieu d'étudier si l'information publiée dans les journaux et les média électroniques rejoint les francophones. Il se pourrait qu'on doive arriver à embaucher des agents d'information pour que les gens soient vraiment informer. Il faut se rendre compte qu'en certains endroits, il y a un nombre grandissant de personnes venant du Québec ou du Nouveau Brunswick qui s'installent et travaillent dans les entreprises forestières. Ces personnes ne connaissent pas les programmes des divers ministères de l'Ontario et ne sont pas nécessairement intégrés au système d'information anglophone - c'est un problème difficile à régler mais il faut songer à trouver des solutions nouvelles.

c) Agent de développement économique. Le colloque auquel j'ai participé portait surtout sur l'économie de la région. Il m'a semblé qu'il y aurait avantage pour les gens de cette région de rehausser le secteur économique qui pourrait à la longue avoir des retombées bénéfiques. Le ministère ontarien du Tourisme et de l'Industrie vient de lancer une politique ontarienne pour les petites entreprises. A ce que je sache, il n'y a aucun agent francophone dans la région pour mousser ce programme.

Je crois qu'il serait bon qu'un agent, embauché par contrat fasse d'abord la compilation des petites entreprises francophones de la région et qu'ensuite il puisse les rencontrer pour leur expliquer le programme du ministère et les autres programmes qui pourraient aider les francophones de la région.

Conclusion - En terminant, je voudrais féliciter les responsables de l'A.F.N.O.O. pour leur initiative de présenter un mémoire à la Commission Royale. J'ose espérer que ces recommandations recevront un accueil favorable de la part de la Commission et qu'éventuellement, de nouvelles lignes de conduite pourront être conçues permettant aux citoyens du nord-ouest de l'Ontario de se sentir moins aliénés des grands centres décisionnels à Toronto.

Le Président



Omer Deslauriers

OD/cb

pièces incluses

TABLEAU 1

District Electoral	Population Total	Origine ethnique française	(*) %	Langue maternelle	(*) %	Descendants ethniques français ne parlant plus français	(**) %
1. Thunder Bay	150,645	(1971) 12,965	8.6	(1976) 6,435	4.2	6,530	50.3
				(1971) 6,285	4.1		
2. Rainy River	24,765	2,420	9.7	(1976) 720	2.9	1,700	73.3
				(1971) 920	3.7		
3. Kenora	57,980	4,915	8.5	(1976) 1,985	3.4	2,930	59.6
				(1971) 2,130	3.6		
	233,390	20,300	8.69	(1976) 9,140	3.9	11,160	54.9
				(1971) 9,335	4.0		

(*) -- Pourcentage par rapport à la population totale du district

(**) -- Pourcentage par rapport à la population d'origine ethnique française.

TABLEAU 2

NORD-OUEST DE L'ONTARIO

N.B. - Ne sont retenues ici que les villes et villages où l'on trouve une population française significative.

TABLEAU 3

NORD-OUEST DE L'ONTARIO

Population française
RAINY RIVER

	Population totale 1976	Desc. ethnique française 1971	Langue maternelle française		Français	
			1971	1976	langue la plus parlée à la maison	seule langue parlée
Dist. RAINY RIVER	24,770	2,420	920	720	285	40
FORT FRANCES	9,325	965	325	245		
ATIKOKAN	5,805	645	230	195		
DILKE	230	135	105	90		
RAINY RIVER (T)	1,095	185	60	55		
RAINY RIVER (Unorg.)	1,530			40		
	Cat. 92-822 1976	Cat. 92-774	Cat. 92-773	Cat. 92-822 1976	Cat. 92-726 Vol. 1 part 3. Bull. 1.3-5. 1971	

N.B. - Ne sont retenus ici que les villes et villages où l'on trouve une population française significative.

TABLEAU 4

NORD-OUEST DE L'ONTARIO

Population française

	Population totale	Desc. ethnique française 1971	Langue maternelle française 1971	Langue la plus parlée à la maison	Français seule langue parlée
Dist. THUNDER BAY	150,645	12,965	6,285	6,435	3,510 950
THUNDER BAY (C)	111,475	6,835	2,350	2,475	
LONGLAC	1,935	715	625	850	
GERALDTON	3,125	950	810	785	
MANITOUWADGE	3,555	795	630	645	
MARATHON	2,280	515	240	240	
TERRACE BAY	2,100	285	105	175	
NIPIGON	2,725	380	190	170	
RED ROCK	1,695	410	195	155	
SCHREIBER	2,010	405	145	135	
BEARDMORE	660	225	170	125	
NAKINA	620	105	70	75	
	Cat. 92-822	Cat. 92-774	Cat. 92-773	Cat. 92-822	92-726 Vol. 1 part. 3. Bull. 1.3-5 1971

N.B. - Ne sont retenus ici que les villes et villages où l'on trouve une population française significative

TABLEAU 5

REPARTITION DE LA POPULATION DE LANGUE
MATERNELLE FRANCAISE DU NORD-OUEST DE
L'ONTARIO EN FONCTION DE L'IMPORTANCE
DES CONCENTRATIONS

Importance des Centres	Langue maternelle française	%	Nombre de villes et villages
5000 habitants et plus	3,615	39.5	5
3000 et plus	5,135	56.0	8
2000 et plus	6,005	65.7	14
1000 et plus	7,625	83.4	22
2000 et moins	3,135	34.0	?
1000 et moins	1,515	16.5	?

Ce tableau démontre qu'une large partie de notre population francophone demeure dans des concentrations de moins de 2000 habitants, soit 3,135 citoyens, soit 34% de la population totale de langue maternelle française dans le Nord-ouest, groupe qui théoriquement, sur la base des critères actuels de la CRTC, a peu de chance de bénéficier des services d'une antenne. (Quant aux 1,515 des concentrations de moins de 1000, ils n'ont aucune chance). Or, ce groupe constitue une portion majeure de notre population de langue maternelle française totale.

APPRECIATION

The A.F.N.O.O. wishes to express its appreciation to the Commission for the financial support that made it possible for this project to be undertaken. It also wishes to thank all those who participated in the work, whether as resource persons or as regional representatives.

The opinions expressed in this report are the views of the Association, and are not necessarily shared by the Commission.

TABLE OF CONTENTS

	Page
1. INTRODUCTION.....	1
2. AFNOO AND THE NORTH-WEST.....	2
3. THE POPULATION OF THE NORTH-WEST.....	3
4. CHARACTERISTICS OF THE FRANCOPHONE POPULATION.....	4
5. SPECIAL PROBLEMS OF THE NORTH-WEST.....	10
6. DESCRIPTION OF THE PROJECT.....	16
7. THE WORKSHOPS AND RECOMMENDATIONS OF RESOURCE PERSONS.....	17
8. SUMMARY AND RECOMMENDATIONS OF AFNOO.....	23
9. CONCLUSION.....	24
10. LIST OF RECOMMENDATIONS.....	24

APPENDICES: Letters of animators of workshops.

Tables 1,2,3,4,5.

1. INTRODUCTION

In the course of the past decade, the Francophones outside Quebec have recognized the importance of a more active participation in the economic life of the country. They have become aware more than ever before that there can be no significant social, cultural and economic development for them unless they have some control over the major economic levers. Today the economy is unquestionably a sine qua non condition of human dignity. The economy alone is essential as a foundation for a satisfactory existence; without it our daily life loses its meaning.

It has become increasingly clear to the Francophones that if Francophonie is equated with poverty, all is lost. Only through an equitable sharing of the economic benefits with our Anglophone fellow citizens can Francophones maintain the motivation to preserve their identity as French Canadians.

There is already a price to be paid for being a member of a minority group, and if in addition one must struggle harder to earn a living because one is Francophone, then this kind of life becomes intolerable.

In the North-West the economic situation is more precarious than in some other parts of the country since it is based on the availability of natural resources and on a small number of major industries which, as happened at Atikokan and could occur elsewhere, can suddenly close their doors. It is vital for citizens of the North-West in general, and Franco-Ontarians in particular, to be aware of the necessity to diversify the enterprises of the region.

It was because of this conviction that AFNOO undertook to promote a series of meetings at which Francophones could be encouraged to reflect on their economic potential. These reflections resulted in the formulation of certain recommendations which are set forth in this report.

2. AFNOO AND THE NORTH-WEST

The Association des francophones du Nord-ouest de l'Ontario has existed for a little more than three years. Founded in August, 1977, AFNOO served at the beginning to link up five Francophone communities: Longlac; Geraldton; Manitouwadge; Thunder Bay and Ignace. Subsequently four other communities became associated with AFNOO: Marathon, Nakina, Fort Frances and Wabigoon. In addition, the following associations became affiliated: A.P.I. (P.T.A.) of Thunder Bay; Les Etoiles Filantes; La Télévision française de Thunder Bay; Le Théâtre de Géant; L'Info-Impact; l'A.E.F.N.O.O. (Association of Francophone Students of North-West Ontario). For its part, AFNOO maintains increasingly close relationships with the following communities: Kenora, Sioux Lookout, Red Lake, Atikokan, Schreiber-Terrace Bay. It hopes to be able to include in this list in the near future three additional communities: Nipigon, Beardmore and Caramat.

Each of the communities affiliated with AFNOO has a socio-cultural organization whose purpose is to bring the Francophones together in a body and to promote the development of the French language and French culture. Until August 1977, each of these communities undertook on its own, isolated from the others, a series of initiatives to try to assure the continuity of its French-language life and culture. These efforts, unfortunately, were too often ineffective. AFNOO came into existence in response to a general need felt by these communities

to join forces and thereby be able to protest together against the situation in which they found themselves and to take common action to redress the neglect that had been their lot ever since the departure of the French of the old regime. AFNOO was created to enable Francophones to express with vigor and clarity their desire to survive as Francophones and to conduct their lives in French.

The purpose of AFNOO is to "promote the social, economic and cultural development of individuals of French language and culture resident in the region of North-Western Ontario."

It is in its role as a spokesman for the Francophones of this region that AFNOO submits recommendations today to the Royal Commission on the Northern Environment, and proposes several means of promoting the economic well-being of Francophones.

3. THE POPULATION OF THE NORTH-WEST

The Francophone population of this part of the country dates back to the French Regime, to the period when the first attempts were made to explore a route to the West. Before the end of the 17th century, (1) in 1679, it is reported that the Seigneur Dulhut stayed for a while at the mouth of the "Three Rivers", then known as Kaministigouya, at the head of Lake Superior, and today called Kaministiqua. Subsequently numerous French travellers and "coureurs des bois" surveyed this region in every direction, giving the places French names, many of which are still used.

The region of North-West Ontario makes up 59% of the geographic area of the province. This immense region has a total population of 233,390 persons, of which approximately 119,000 are concentrated in Metropolitan Thunder Bay, which includes the three districts of Thunder

(1) As early as 1667, Father Allouez, S.J., had travelled to Nipigon to visit the Nipissings who had sought refuge there.

Bay, Kenora and Rainy River. Thus, more than half the population of the North-West region is in this one area. The population of French ethnic extraction in North-Western Ontario numbers 20,300 while the residents whose mother tongue is French total 9,140. (See Appendix I, Table 1). As to the distribution of this population whose mother tongue is French, it appears that 3,615 are to be found in centres of more than 5,000 residents; 6,005 in centres with more than 2,000 residents; and 3,135 in centres with less than 2,000 residents. (See Appendix I, Table 5). These figures lead us to the fact that 3,615 Francophones live in a state of relative isolation (34%); and that 1,515 Francophones live in a state of almost total isolation (16.5%).

Note:

The figures presented above are to be found in the tables in Appendix I.

Table 1 : General over-view of the three districts: total population; population of French ethnic extraction; population of French mother tongue; population for which French is the language of use.

Tables 2-4 : Detailed information concerning the same population groups in terms of the decreasing importance of the Francophone groups;

Table 5 : Distribution of population with French mother tongue in terms of the importance of concentrations of that population.

4. CHARACTERISTICS OF THE FRANCOPHONE POPULATION

What has attracted Francophones to this region over a period of a great many years has been the existence of industries linked with the exploitation of natural resources: these have been the industries of forestry and mining, and also of construction. Wherever such industries flourish, one will find French Canadians. When these industries increase their staffs, the number of Francophones increases. This has been the

case in recent times at Ignace, Terrace Bay, Longlac and Nakina, where the percentage of Francophones has grown considerably. Furthermore, our communications with persons in these localities lead us to believe that the percentage of Francophones in these centres may be much greater than the statistics indicate.

- 4.1 This population displays extreme mobility. They arrived in this region from a variety of sources, some from North-Eastern Ontario and some from Quebec. They didn't come to the North-West, it would appear, simply to establish themselves permanently, but to find the means of sustaining themselves. It is the job opportunities that govern their choice of locale.
- 4.2 In terms of education, our population appears to be at a minimum level. The Francophone elite, very few in number, come from the outside. Those who have been born here and have taken their education in the institutions of the region are generally anglicized, and thus lost to Francophonie; with the exception of Geraldton, there is no place where a French language secondary school is available to them. It is a fact that here in the North-West the ordinary people become anglicized in one generation.
- 4.3 It is characteristic of the Francophones of the North-West that they are widely dispersed over an area of some 200,000 square miles. There are a few urban concentrations, but by contrast there are hundreds of small groups of Francophones, more or less mobile and almost impossible to locate precisely.

Distance is a barrier to effective communications: the average distance between centres coordinated by AFNOO, for example, is 200 miles. To bring together the representatives of

these communities costs a small fortune.

4.4 Thus it is evident that isolation is a main feature of the life of Francophones in the North-West: isolation of any one Francophone community from the others; isolation with respect to the main centres of the region and to the major concentrations of population in the Province (Thunder Bay is 450 miles from Winnipeg, 625 miles from Sudbury and 1,000 miles from Toronto).

4.5 The economic outlook for the French Canadian in the North-West is related to his heritage which places him at a disadvantage but still offers some promise. He is the ideological heir of a 19th century Quebec in which agriculture was supreme. Historically he has shown himself as little inclined to devote himself to business enterprise. It is in agriculture that the French Canadian has excelled and known considerable success. Linked with this vocation, there has been a tendency of the French Canadian to become involved in the forest industry, more often as a lumberjack than as the contractor. More recently, to the extent that the mining industry, the pulp and paper industry and the construction industry have increased in scope, the French Canadian is to be found in these pursuits, but again as a laborer. During long years of effort, he has gained a reputation as a knowledgeable, responsible and vigorous worker.

Since the 1960's numerous French Canadians have abandoned the rural life to become city dwellers, and in this new role they generally find themselves as wage-earners, dependent for their existence on one or another of the local industries. As a general rule the number of Francophone employers remains relatively limited,

and hence the Franco-Ontarians for the most part have access only to jobs in which the language of communication is English. The Francophone resident of the North-West is no exception to this rule. However, his arrival in this part of the country is of no recent date. Ever since the era of the mid-17th century, there has been evidence of the movement of Francophones in this region.

Long before the arrival of the settlers who came here in recent decades, there were Francophones who explored the North-West, marking their passage in more than one area with distinctive French place-names which remain in use to this day. At the end of the 19th century and throughout the 20th century, French Canadians established themselves in centres where there was a possibility of finding jobs. They worked at the building of railroads, at the construction of highways, at the installation of major industries and at the operation of factories. They did so in the capacity of laborers and only rarely did they find themselves among the directing staff.

Why have the Francophones not assumed a role, here and elsewhere, of initiator and promoter of small and medium enterprises? Some have done so, true enough, but they are the exception. It isn't a lack of imagination or of opportunity that has kept them from it, nor indeed an absence of creativity; in his daily life the Franco-Ontarian has traditionally provided himself with a great variety of inventions as a means of meeting his current requirements, and often these were put together with the materials that chanced to be at hand. Furthermore, some of

the important inventions that make modern Canadian life more comfortable are available because of initiatives taken by French Canadians. Historically the French Canadian has been regarded as an inventor but one cannot say that his genius has led to success in business or commercial enterprise.

A field of endeavor in which Franco-Ontarians have been active is that of the cooperative movement. As in Quebec, the Franco-Ontarians have promoted the growth and expansion of the Caisse Populaires and agricultural cooperatives. It should be recognized, however, that while these organizations have succeeded well at the level of the parish, close to home base, they have not achieved equal results in the broad field of small and medium enterprises. The Caisse Populaire branches have concerned themselves in an effective manner with the measures required to ensure that their members will have access to the necessary funds for the establishment of a home. They have provided their members with mortgage loans, and with loans to enable them to obtain essential goods. They have encouraged a great many Franco-Ontarians to develop the habit of saving their money. Only rarely, however, have they inspired their members to take a keen interest in business, to develop astuteness as investors and to rise to the level of financiers.

Many of the Franco-Ontarians were themselves born into the world of rural Quebec at a time when the ideology of the 19th century still prevailed. Their families were oriented toward agriculture and away from commercialism. They left to the English the material preoccupations and held themselves aloof from the

major concerns of the modern industrial man.

The cooperative movement was cast in the same mold. It was only recently that an attempt was made to diversify the cooperative enterprises in Ontario, and even then only in a tentative way. The procedures that work very well in the agricultural village meet unexpected resistance in a context in which the needs are different, even though the means of meeting those needs may be very much the same.

The Franco-Ontarian has not been involved in the major commercial initiatives of the past. It is a fact that Franco-Ontarians in general and those of the North-West in particular, do not seem to have succeeded in adapting themselves to the business climate of their surroundings. They have continued to be influenced by an ideology which excludes them from an active participation in the economic affairs of the country. Furthermore, those who have guided the thinking of Franco-Ontarians on economic matters have not been able to facilitate the shift of the Franco-Ontarian spirit from a predominantly agricultural world to the realm of a diversified urban economy. The inspiration that motivated the people of Quebec in the 1960's has left the Franco-Ontarians almost untouched. There is a long process of education to be undertaken in this regard, and it is to this need that the Association wishes to devote itself. Accordingly it submits to the Commission on the Environment of the North a request that it be given the opportunity to participate in this endeavor.

4.6 Another characteristic of our region is the almost total lack of Francophone institutions capable of providing a framework for a viable cultural existence. Over a period of several centuries, Francophones have come to this part of the country and then gone elsewhere, without leaving behind the structures that could enrich the language and the culture of their fellow Francophones and of their descendants. Even where they did succeed in establishing a Francophone parish and school these institutions did not always survive, in part through the lack of a Francophone elite and in part because of the lack of effective communications with similar institutions in the North-West and outside.

The inventory of Francophone institutions is regrettably brief: a secondary school at Geraldton; primary schools at Geraldton, Longlac, Manitouwadge, Ignace (1978) and Thunder Bay (1978); a weekly mass in French at Longlac and a monthly mass in French at Geraldton and Thunder Bay.

5. SPECIAL PROBLEMS OF THE NORTH-WEST

5.1 Cost of Living

The cost of living in the North-West is definitely higher than it is in other, more central areas of the Province. Whether it is a question of housing, of food, of clothing or of any other essential element of living, the citizen in this region finds himself penalized by the simple fact that he lives at a considerable distance from the centres of production. The significant lack of secondary industries in this region makes it necessary to import almost all consumer goods.

5.2 Costs of Transportation

Another problem we face is that of the costs of transportation, and these are often exorbitant. The high costs are prevalent throughout, be it the costs of automobiles and gasoline or the high prices paid for travel by air, train or bus. Each time that a citizen of the North-West wishes to establish direct contact with one of his neighbors, he must pay and pay very dearly for the luxury of travel, a luxury that is much less readily attainable than in other parts of the country. Furthermore, each journey involves a serious sacrifice of time, the availability of bus and train services being extremely limited.

(The services are more limited today than they were in the period immediately after the war.) In several regions of the North-West there is a total absence of certain services: for example, there is neither train nor bus service to Manitouadge; there is no bus service to Nakina. Some communities do not have access to air services at all. In centres where air services are available the tariffs are so high as to be affordable only by privileged persons and the services are not of benefit to the less well-to-do. As a further illustration of the problem, it should be mentioned that a trip from Thunder Bay to Montreal is as expensive as a trip from Montreal to Miami or from Toronto to San Francisco. This situation constitutes an injustice against which the citizens of the North should long ago have organized a mass protest.

5.3 Communications

The citizens of the North-West are little better served in regard to communications. The telephone is in use, of course, but even with it, the costs are high and the quality of service is inferior. It is sufficient to try to make a long-distance call during a busy period to become aware of how few are the circuits linking this region with the world at large. Of course, one can always obtain the help of the operator, and thereby incur a supplementary cost. This is a situation that Easterners would find shocking, accustomed as they are to a high quality of service. As for services in French available to Francophones, they simply don't exist. It is true that there are some French-speaking operators at Bell Canada, but in practice no effort is made to accommodate the Francophone client.

The extent of French language electronic media outlets is also very limited. There is French language television at Thunder Bay and Kenora and French language radio broadcasts at Thunder Bay, Geraldton, Kenora and Dryden. Apart from these facilities, French language services have been promised but have yet to be implemented or exist only in our dreams. To provide such services would require substantial funds.

5.4 Services For Francophones

It is clear that it is not only the Francophones who complain about the services offered in the North-West. The Francophones share with numerous minority groups the same frustrations at having to express in a second language the

needs and feelings that relate to physical and mental health, social and community problems, help for exceptional or handicapped children, legal aid requirements, etc. But for the Francophones, who take it for granted that their country is officially bilingual, these frustrations are of considerable magnitude. It is true that to provide services in French will involve supplementary costs, but the Francophones perceive with some bitterness that this lack of services in French is at variance with the stated official language policy of the country.

5.5 Lack of Basic Information

A particular need exists for financial help to enable the Association to carry out fundamental research on the Francophone population and to assemble basic data. A research document of this kind, to be authoritative, should be founded on irrefutable statistics, and should be able to present the facts concerning the Francophone population of the North-West in a manner that leaves no room for doubt. Very often access to funds for projects in the community is dependent on justification by means of statistics that support the soundness of the request. It is urgent, therefore, that funds for this purpose be put at the disposal of researchers of the region (persons at Lakehead University, for example) so that basic research on the Francophone population of the North-West can be undertaken.

5.6 Single Industry Cities

A characteristic of the distribution of population in the North-West, and this emphasizes the isolation of the communities, is the grouping, in most cases, of population around a single

industry, with the residents dependent on this industry alone for their economic survival. This situation has disadvantages which, in our opinion, have been too little examined in the past: human beings whose lives are totally linked to the will of a single master, and a master who is often lacking in understanding of individual and community needs. It goes without saying that such a master gives almost no consideration to the desire of Francophones in the community to maintain their language and culture.

A man in these communities is little more than an insignificant prolongation of the major industry itself. In the face of the pervasive power of the industry he has no choice but to conform to the industry's requirements. Work or die! The French Canadian, as is true of the average worker elsewhere, is not equipped to intervene and bring about changes of any kind in his situation. He can agree to accept the conditions in which he finds himself or move to another centre where, inevitably, he will encounter a similar state of affairs.

5.7 Limitations on Cultural and Social Life

The isolation that is linked to this dependence creates an atmosphere in which social and cultural development are of only secondary importance. One lives to work and one works to live. In most of the industrial centres of the North-West, the possibilities for social activities are very limited. In most cases, for example, there is a lack of movie theatres, bowling alleys, sports field, recreation centres, covered swimming pools. Lacking facilities, there can be no concerts or cultural presen-

tations, and of course as mentioned above, the instruments of French language radio and television broadcasting are very scarce.

If one compares the life that one leads in one of these centres to the life that is possible in a city such as Thunder Bay, to say nothing of the larger centres, one cannot help but ascertain the extent to which human life is reduced to its most primitive and elementary form. It is true that the retort could be made that it is unreal to expect to find at Geraldton, Longlac, and Nakina the facilities that exist at Thunder Bay. But if one reflects a little on what life can be and should be in this day and age and compares it with the actual situation in the North-West, one is shocked. The gulf that separates the living conditions of those citizens who must isolate themselves in the North-West to live and the numerous privileged persons who live in comfortable cities to the East is scandalous.

5.8 Preparation for Change

The question arises: "Who is responsible for this state of affairs and who can bring about the needed changes?"

In certain cases the blame can justifiably be directed to the major corporation which has not been willing to assume its full share of responsibility in respect of the community, remaining content to recruit workers without showing concern for their general welfare. It is also true, however, that it is the citizens in general, and the Francophones in particular who, perhaps because of a tradition of inaction, have shown little inclination to organize themselves to establish the needed institutions.

They do not seem even to have been able to take advantage of their situation as a one-industry city to improve their lot. It is hard to say whether this was because their efforts were in vain or because such an initiative did not even occur to them. Whatever the case, it is vitally important that in the near future these communities be able to give attention to their situation and be offered the opportunity of doing something about it.

6. DESCRIPTION OF PROJECT

The economic affairs project which was held in two stages, lasting from January 15 to 17 and February 15 to 17, 1980, had the purpose of heightening the interest of citizens of Nakina, Longlac and Geraldton in economic activities. An effort was made to make them more aware of the opportunities open to them of exercising economic power and of playing their full part as citizens in their respective communities. They were shown that by means of educational undertakings, such as the economic affairs project, and through other instruments of information, they could acquire a better understanding of matters that were of direct concern to them.

Francophones were encouraged in the course of the economic affairs project to involve themselves in economic issues and to analyze and evaluate the economic situation facing the small, isolated centres of population in North-Western Ontario.

The economic affairs project functioned through six workshops which dealt with different economic subjects as follows:

1. The Caisse Populaires
2. Awareness of our own economic situation
3. Methods of financing
4. Investment
5. Cooperatives
6. How to become involved in the economic affairs of our communities

7. THE WORKSHOPS AND RECOMMENDATIONS

7.1 The Caisse Populaires:

Mr. Yvan Forest of the Canadian Council on Cooperation, Lévis, P.Q.

Mr. Forest, in his presentation, spoke of the caisse populaire, and of the service it could render to the community. He dealt with the policies of a caisse populaire and the form of mutual support it could achieve. In the course of the discussion

Mr. Forest recommended that a study be undertaken of the feasibility of creating a caisse populaire for the benefit of the Francophones of the North-West.

It is recommended that:

"An in-depth study be undertaken to determine the feasibility of establishing a caisse populaire in North-Western Ontario."

(Recommendation No. 1)

7.2 Increased Awareness of Our Economic Situation

Kenneth Choquette, Economic Advisor, A.C.F.O., Ottawa.

Mr. Choquette endeavored to make his audience aware of the importance of circulation of goods and ideas if one wished to ensure that the economy would be alive and active. He stressed that the major problem was that which resulted from an economy which based itself on a single industry. Such an economy would collapse if the industry closed its doors. He said that the most pressing requirement was to create secondary industries in the communities which day after day find themselves in such a situation. The economy needed not only the reinforcement of savings but also the means whereby money would be used for the benefit of the community. It was a question of how these savings could be used to help Francophones to become masters in their own house.

He said it was important for all Francophones of the North-West to be well informed about all aspects of the economy, since they would thereby be better able to find their rightful place in the community and to take the initiative in managing their own affairs.

It is recommended that:

"All relevant information pertaining to the various levels of the economy be prepared in readily understandable terms and be made available to all those who wish to have it."

(Recommendation No. 2)

7.3 Methods of Financing

Raymond Poirier, Franco-Fonds, Winnipeg, Manitoba.

Mr. Poirier outlined for us a model situation in which a Franco-phone becomes the owner of a business in a community and showed us how this could lead to the creation of new jobs and could result in financial benefits for individuals and for the community as a whole. In investing in his community, a person becomes familiar with all the economic operations that are necessary to the success of his financial venture. The picture painted for the workshop by Mr. Poirier was such that most of the participants, while very open to the basic theory, did not feel that they were ready to involve themselves at such a high level of economic activity.

7.4 Investment

Pierre Laurencelle, Investment Club, Winnipeg, Manitoba.

Mr. Laurencelle spoke to us about the possibility of forming groups of interested persons who might be ready to familiarize themselves with the stock market. However, in order to pursue the recommendations made by Mr. Laurencelle, the participants would need to develop the means, perhaps through courses, of greatly increasing their knowledge of stock market operations. Mr. Laurencelle agreed that much remains to be done before the Francophones will feel at ease in the world of economics. Most of the Francophones concerned are blue-collar workers whose level of education is not very high. Thus, very few of them are prepared to run the financial risks that would be involved if they entered the field of investments.

It is recommended that:

"Courses in economics be incorporated in the school curriculum so that young people will become familiar with the financial world, and that evening courses be provided for adults at the post-secondary level."

(Recommendation No. 3)

7.5 Cooperatives

Jean-Louis Bourdeau, Consultant, North Bay, Ontario.

Mr. Bourdeau provided us with detailed information about the manner in which cooperatives operate and guidance on how they are formed, what is needed to make them effective and the procedures followed for involving the members in the process.

Subsequent to the discussion, the participants displayed considerable interest in the formula of cooperation outlined by Mr. Bourdeau. It was recognized, however, that without adequate preparation and study persons launching a cooperative could not be confident that they would succeed.

It is recommended that:

"A study be undertaken in the North-West to explore the feasibility of establishing cooperatives in the region, and that funds be made available for such a study."

(Recommendation No. 4)

7.6 Involvement of Francophones

Omer Deslauriers, Council on Franco-Ontarian Affairs, Toronto.

Mr. Deslauriers focused attention on the lack of participation of Francophones in political and economic affairs in the the North-West where the percentage of Francophones is

high, e.g. in Nakina, Geraldton and Longlac.

Mr. Deslauriers made the following recommendations.

a) "It is recommended that courses in leadership be provided in the Francophone regions of the Thunder Bay area, such as Geraldton, Longlac, Ignace, etc."

(Recommendation No. 5)

In the course of the discussion it was apparent that Francophones of these centres were not well represented at the decision-making levels, be it at city hall, on the school board or in the various municipal agencies. There is still some degree of reticence on the part of Francophones to stand as candidates for positions in these organizations. If the Government were to offer courses in leadership for Francophones of these centres, more individuals would acquire the necessary self-confidence to engage in the democratic competition for positions of major importance. Leadership courses based on this problem might enable the francophones to apply for and hold decision-making

b) "It is recommended that measures be taken to ensure that positions.

information about Government programs is readily available to Francophones in the French language."

(Recommendation No. 6)

Mr. Deslauriers said it seemed to him that many Francophones were not familiar with the various programs of the Government of Ontario. It would be of interest to ascertain the extent to which information that is made available through the newspapers and the electronic media is, in fact, reaching the Francophones. Possibly there is a role to be played by information officers in ensuring that Francophones have the opportunity of becoming well informed. It should be kept in

mind that an increasing number of Francophones are coming from Quebec and New Brunswick to work in the forest industries of the North-West. These people are not aware of the services offered by the various ministries of the Ontario Government and at the same time are not reached by the English language information system through which such knowledge might be acquired. It is a difficult problem to solve, but one to which close attention should be given.

c) "It is recommended that an economic development officer be appointed to assist small Francophone enterprises of the region in taking advantage of aid programs of the Ontario Ministry of Industry and Tourism and of other ministries."

(Recommendation No. 7)

Mr. Deslauriers said that in the workshop in which he had participated, the economy of the region was the main subject. He said it seemed to him that there would be benefits for the people of the region if an attempt were made to strengthen the economy. The Ministry of Industry and Tourism of Ontario had recently initiated a program of assistance for small businesses. In so far as he knew, there was no Francophone representative in the region to promote this program. He said he thought it would be of value if an economic development officer could be hired on contract. This officer would first draw up a list of all the small Francophone businesses of the region, and then meet with the directors of these businesses to explain to them how they might benefit from the program of the Ministry of Industry and Tourism and from other Government programs.

8. SUMMARY AND RECOMMENDATIONS

The main lesson to be learned from the economic affairs project is that throughout the region of the North-West there are great gaps in Francophone participation at all levels of the economy. It is evident that the combination of the lack of services, the paucity of educational opportunities, and the inadequacy of available information has adversely affected the daily life of the Francophones. As a result there has been only minimal involvement of Francophones in the economic development of our communities.

Based on the results of our workshops, our Association recommends: "That an economic adviser be hired on a full-time basis to undertake a study of the opportunities available to Francophones for greater involvement in the life of the community and for increased participation at decision-making levels."

(Recommendation No. 8)

Troubled as we are by the lack of an adequate or permanent economic base, by the inadequacy of services for Francophones and by the sense of isolation that is prevalent in the North-West, we further recommend:

"That a program be established for the purpose of helping communities that are north of the fiftieth parallel to achieve their economic potential."

(Recommendation No. 9)

9. CONCLUSION

Although the prospects for secondary industry in the North-West have not yet been defined, we believe that there is a potential in our region for economic development that has not been examined. This potential is of importance to Francophones and Anglophones alike.

At the present time the future of citizens of the North-West is linked to a single industry in each district. This situation leads to profound feelings of uncertainty. Because they feel insecure, residents of any particular centre are not willing to invest their own money in the community since the community might cease to be a viable entity from one day to the next, as was the case with Atikokan and Caramat.

The best solution to the problems faced by our isolated cities in the North-West, in our opinion, is the adoption of a plan of long-term development. We believe strongly that your Commission has the opportunity to initiate or at least stimulate action on the part of residents of the North-West that will enable them to control their own future. They should be able to count on a future that is secure and that is more conducive to the development of the North.

10. LIST OF RECOMMENDATIONS

1. It is recommended by Mr. Yvan Forest:

"That an in-depth study be undertaken to determine the feasibility of establishing a caisse populaire in North-Western Ontario" (p. 17)

2. It is recommended by Mr. Kenneth Choquette:

"That all relevant information pertaining to the various levels of the economy be prepared in readily understandable terms and be made available to all those who wish to have it." (p. 18)

3. It is recommended by Mr. Pierre Laurencelle:

"That courses in economics be incorporated in the school curriculum so that young people will become familiar with the financial world, and that evening courses in economics be provided for adults at the post-secondary level." (p. 20)

4. It is recommended by Mr. Jean-Louis Bourdeau:

"That a study be undertaken in the North-West to explore the feasibility of establishing cooperatives in the region, and that funds be made available for such a study."

(p. 20)

5. It is recommended by Mr. Omer Deslauriers:

"That courses in leadership be provided in the Francophone areas of the Thunder Bay region, such as Geraldton, Longlac, Ignace, etc. (p. 21)

6. It is recommended by Mr. Omer Deslauriers:

"That measures be taken to ensure that information about Government programs is readily available to Francophones in the French language." (p. 21)

7. It is recommended by Mr. Omer Deslauriers:

"That an economic development officer be appointed to assist small Francophone enterprises of the region in taking advantage of aid programs of the Ontario Ministry of Industry and Tourism and of other ministries." (p. 22)

8. We recommend:

"That an economic adviser be hired on a full-time basis to undertake a study of the opportunities available to Francophones for greater involvement in the life of the community and for increased participation at decision-making levels." (p. 23)

9. We recommend:

"That a program be established for the purpose of helping communities that are north of the 50th parallel to achieve their economic potential." (p. 23)

CANADIAN COUNCIL
ON COOPERATION

2030 boul. Boul. Père Lelièvre,
Quebec (Canada) G1P 2X1
Tel: (418) 687-4995

Quebec, April 18, 1980

Mme. Yolande Long, Coordinator,
Headquarters, AFNOO,
14 St. Paul St., (suite 204)
Thunder Bay, Ont.

Dear Madam:

As you requested I am sending you herewith my impressions and suggestions arising from my participation in your seminar of January 19 and 20, 1980.

My first impression was that your group is engaged in the implementation of very significant activities, but that you are functioning in a context where the resources are far removed from the major centres. This circumstance creates a number of difficulties for the successful fulfilment of your plans.

My second impression was that your participants display a great deal of creative vitality in dealing with their problems and a determination to undertake important initiatives for the benefit of the region.

Understandably, the project that would appear to me to have the greatest value for your region is the formation of a credit union, preferably in association with an investment club. The reasons for this preference are as follows:

- possibility of involvement of the entire population in the project;

- greater chance of long-term success for the undertaking;
- opportunity to provide a greater range of services.

Whatever initiatives you embark on, it seems to me important that you establish a close link with the major centres of population through which you can obtain technical help and the financial support that will be necessary for your success.

Yours sincerely,

(sgd) Yvan Forest

Executive Director

April 23, 1980

Yolande,

The text I am providing herewith is the one I used for my talk at the seminar. In addition I responded to various questions put to me by the participants.

In addition, we made a concerted effort to identify the elements of a solution to the problem of the woman whose business was on the verge of bankruptcy. We discovered that among the weaknesses of her business was a great lack of understanding of the potential market.

Personal Comments

It seems to me that the priority for the coming year should be development of an awareness of your potential and of the economic instruments that are available to you.

It is necessary to gain an impression of the attitudes of the participants in general to see that the most dynamic people will take things in hand and provide the momentum for small groups which would undertake specific initiatives, such as formation of investment cooperatives, promotion of small businesses or manufacturing industries, development of education in economic affairs, establishment of relations with major business concerns, with governments and with other groups.

These initiatives can become meaningful only after citizens of the

region have been able to overcome their great dependence on governments and major industries. The population must become fully convinced that it can flourish only if it depends on its own resources.

(sgd)

Kenneth Choquette

INVOLVEMENT AND COMMITMENT
OF FRANCOPHONES OF THE NORTH-WEST
IN ECONOMIC AFFAIRS
OR
COOPERATION AND THE MOVEMENT
OF GOODS: UNIVERSAL ECONOMIC LAWS

If we wish to have prosperity, it is necessary not only that our plans and our projects be realized, but that we cooperate and put into continuing circulation the riches that we know as savings. These are two of the factors that have given rise to the very rapid development of the Caisses d'Entraide Economique du Québec. The two laws are amply illustrated by the procedures of the Caisses system which involves systematic saving (regular and continuing in-flow of funds) and commercial and industrial reinvestment of the money.

I am certain that your economic situation could be greatly improved simply by the adoption of the principle that your current financial resources be put into circulation. Is it necessary to remind you that you certainly have an abundance of ideas and projects, not to mention business ventures, which merely await the availability of funds to get under way?

In our civilization money is the current which activates the life of the economic system and accordingly, it is necessary that this current continue to flow. Every economic system is a plan conceived by men in order to distribute resources. So long as money continues to circulate freely, the economic system flourishes. If money does not circulate, the system slows down. The system will come to a halt unless through some stimulant or other the money is made to move.

(This concept is taken from Geogionna Tree West "The Ten Commandments of Prosperity".) There is a parallel here with the circulation of blood, of air, or of water in nature.

I believe that the era of the development of a region like yours by one or several large industries is a thing of the past. We now know too well the danger of concentration of manpower and secondary economic activity in the hands of one or two giant industries. All it takes is a strike or a major decrease in the demand for goods to cause the economy of the region to founder.

I believe that it is necessary to diversify the economic activities of a region to the greatest extent possible. It is an advantage for the region to process within that region the greatest proportion possible of agricultural products, to produce finished products from its timber resources, to control its own regional transport, etc. And the services of the hotel industry are controlled by whom?

I am certain that your region would benefit if it gave itself the means of channelling all savings toward local or regional enterprises which have plans to expand or to promote the establishment of new businesses that would create employment.

It is necessary, of course, to commence with a basic concept. By that I mean that you must have good ideas and good plans. That is self-evident, but before the ideas and the plans comes faith. You must have faith in yourselves as individuals and as a group. You must accept the certainty that you possess all that is needed to achieve major economic progress in this region.

If you believe that you are capable of achieving success and you have a strong desire to succeed, you must, as a third require-

ment, possess the necessary instruments. I can identify these in the following way:

1. a structure for dialogue about the economy or business if you prefer. (For example, this can be a regular dinner meeting where business men and other interested persons get together regularly to develop plans, to acquire information, to obtain advice, and to develop mutual support arrangements.)
2. a means of channelling savings into local investments in support of local or regional enterprises, both established businesses and new ventures.
3. a program of education in economic affairs for the young people in your secondary schools and for adults taking evening courses.
4. a program of information that will enable all members of the population to be aware of economic developments and to take a continuing interest in economic affairs (e.g. regular TV and radio broadcasts, articles in newspapers, etc.)
5. special meetings devoted to the development of particular projects or to the solution of specific or urgent problems (e.g. seminars).

You will have realized by now that all my suggestions will be pointless unless you develop within your community a spirit of cooperation. This is absolutely essential to your collective progress.

The cooperative formula is, in my opinion, your best means of getting started since if you act alone, only a very few of you will be able to succeed. It is not enough that only a few franco-Ontarians know the satisfaction of success.

It is important that our race, as one of the great founding peoples of this country, again find its place in the scheme of things. We must honor the heritage of our forefathers who were farmers, forest-workers and miners. We must ensure that there is an abundant economic harvest available to us as their descendants. They did not sow these fields, cut this timber and dig this ground in order to place us in the position of poor relations of our country. I should like to close on a note of confidence and optimism. While observing the necessary prudence, I am certain that if you marshal your ideas, your energy and your savings and use the instruments I described, you can be certain of achieving success in the world of economic affairs. You will get control into your own hands a little more, with time a lot more; you will create jobs; and you will command the respect of others for what you are - Francophones and full-fledged citizens.

OTHERS DO IT: WHY NOT US?

We had our attention directed in an earlier talk to a disagreeable aspect of success in business; it would be unrealistic to say that the world of economic affairs is entirely harmonious and without clashes. However, there is another reality that you can opt for, and that is the reality of a balanced economic development in your community through the cooperative economic efforts of members of the community as a whole, guided by several knowledgeable leaders.

(sgd)

Kenneth Choquette

April 15, 1980
193 Dumoulin St.
St. Boniface, Manitoba,
R2H 0E4

Mme. Yolande Long,
Coordinator,
AFNOO,
14 St. Paul St. (Ste. 204)
Thunder Bay, Ont.

Dear Mme. Long:

I should like to pass on to you certain impressions I formed in the course of the discussions in the workshop in which I participated during your seminar on economic affairs.

It struck me that the participants in my workshop had a great thirst for knowledge in the field of economic affairs. To meet this need I think it would be well to establish a sort of "committee on economic affairs." Such a committee should have access to resource persons (specialists in economics, if possible). The objective of the Committee should be to ascertain clearly the stage reached by your members in their acquisition of knowledge about economic affairs and to help them fill in the gaps. With adequate knowledge they will be able to organize themselves to have a strong influence on the economy of the community. The desire to make progress is there; it is a matter now of providing them with the means by which they can move forward in this direction.

Once action has been taken to provide greater information in this way, attention should be given to the process of coordination. These people will need to have the help of a specialist who can be of help to them and can make them confident of success in their first financial adventure. He can ensure that they are familiar with the techniques of administration and management which now seem to be lacking.

Good luck with your projects,

(Raymond Poirier)

Pierre Laurencelle,
Provincial Federation of
Parent Committees,
273 Taché St.,
St. Boniface, Manitoba

March 31, 1980

Mme. Yolande Long, Coordinator,
AFNOO,
14 St. Paul St. (Ste.204)
Thunder Bay, Ontario.

Dear Mme. Long:

I was pleased to have the opportunity of directing one of the workshops at your recent seminar on economic affairs, and I am sending you herewith a brief outline of my impressions.

The participants of the workshop showed themselves to be keenly interested in the possibility of gaining control of the economy of their community. The subject of the workshop was focussed on investment, and this is perhaps one means, among others, by which they can become more involved in economic matters.

In order to pursue this objective, it would be necessary to have the help of persons who could serve as advisers on economic affairs, and who could help them establish investment groups, or whatever other forms of organization appealed to them.

As a first step, they should have the opportunity of learning about economic matters. Courses in economics should be made available at the secondary school and college level, including courses in management, in personal finances, in investments, etc.

It would be of benefit if an adviser could be appointed to work in the region on a full-time basis. The guidance of such a person would enable the Francophones generally, and particularly those of the regions of Nakina, Longlac and Geraldton, to become much better informed and would encourage them to become more active in their communities.

Hoping that this brief report will be of value,

Yours sincerely,

Pierre Laurencelle

April 16, 1980

Mme. Yolande Long, Coordinator,
Headquarters, AFNOO,
14 St. Paul St. (Ste. 204),
Thunder Bay, Ontario.

Dear Mme. Long:

Permit me to tell you again how much I welcomed the opportunity of participating in the workshops of the seminar on economic affairs you held last February.

I am convinced that the cooperative formula is an excellent means of getting certain small and medium-size projects under way in your region. I should warn you however about certain dangers. In launching a cooperative venture, it is important that the members fully understand the principles and the methods of operation involved; if not, they run the risk of failure. It is essential, therefore, that the commencement of the undertaking be preceded by a period of study, exchange of information and discussion. Only those persons who agree to abide by the principles of cooperation should be accepted as members; the others will be a hindrance rather than a help.

Cooperation is the formula used by people who are poor and by people who must operate on a small scale. It succeeds in each case where the members are well informed and where the enterprise in question meets a real need of the community.

If you allow me to offer advice, I would say that nothing should be started without an adequate and sound process of preparation.

Possibly you could obtain a grant from some source or other to help meet the costs of this preparatory work.

In any event, I am convinced that the interest and determination which members of your group manifested in the course of the seminar will ultimately lead to achievements which nobody can even imagine at the present time.

I send you my best wishes for the success of your initiatives.

Yours sincerely,

(sgd)

Jean-Louis Bourdeau

COUNCIL FOR FRANCO-ONTARIAN AFFAIRS

4th floor, 77 Bloor St. W.
Toronto, Ont. M7A 2R9.

Tel: (416) 965-0598

April 14, 1980

Mme. Yolande Long,
14 St. Paul St.,
Thunder Bay, Ontario.
P7B 4S5

Dear Mme. Long:

It was a pleasure for me to participate in the meeting in Thunder Bay on February 17 of the leaders of the principal groups of the Association francophone of North-West Ontario. I was called upon on that occasion to speak about effective communications with government authorities and with other organizations. I am able to summarize for you now my impressions of this meeting and make several suggestions arising from my discussions with the participants.

I would like to take this opportunity to pay my respects to the leaders of AFNOO who have for a number of years been active in stimulating interest in the French language in an effective manner, without at the same time alienating the Anglophone population. Their information seminars, their presentation of thoughtful documents, their meetings with representatives of ministries and agencies all offer an example to other organizations in the Province of how to establish credibility by democratic means.

The seminar in February dealt with the important question of how to achieve effective communication with the authorities, particularly relating to economic affairs. In my opinion there are three recommendations that could be derived from this seminar:

- a) Courses in leadership should be provided in the Franco-phone regions of the Thunder Bay area, such as Geraldton, Longlac and Ignace.

In the course of the discussion it was apparent that Francophones of these centres were not well represented at the decision-making levels, be it at city hall, on the school board, or in the various municipal agencies. There is still some degree of reticence on the part of Francophones to stand as candidates for positions in such organizations. If the Government were to offer courses in leadership for Francophones in these centres, more individuals would acquire the necessary self-confidence to engage in the democratic competition for positions of major importance.

b) Measures should be taken to ensure that information about Government programs is readily available to Francophones in the French language.

It seems to me that many Francophones are not familiar with the various programs of the Government of Ontario. It would be of interest to ascertain the extent to which information that is made available through the newspapers and the electronic media is, in fact, reaching the Francophones. Possibly there is a role to be played by information officers in ensuring that Francophones have the opportunity of becoming well informed. It should be kept in mind that an increasing number of Francophones are coming from Quebec and New Brunswick to work in the forest industries of the North-West. These people are not aware of the services offered by the various ministries of the Ontario Government and at the same time are not reached by the English language information system through which such knowledge can be acquired. It is a difficult problem to solve, but one to which close attention should be given.

c) An economic development officer should be appointed to assist small Francophone enterprises of the region in taking advantage of aid programs of the Ontario Ministry of Industry and Tourism and of other ministries.

In the workshop in which I participated, the economy of the region was the main subject. It seemed to me that there would be benefits for the people of the region if an attempt were made to strengthen the economy. The Ministry of Industry and Tourism of Ontario has recently initiated a program of assistance for small businesses. In so far as I know, there is no Francophone representative in the region to promote this program. I think it would be of value if an economic development officer could be hired on contract. This officer would first draw up a list of all the small Francophone businesses of the region, and then meet with the directors of these businesses to explain to them how they might benefit from the program of the ministry of Industry and Tourism and from other Government programs.

Conclusion - In closing I should like to congratulate the leaders of AFNOO for their initiative in presenting a submission to the Royal Commission. I hope that their recommendations will receive a favorable reception on the part of the Commission and that eventually new procedures will be developed which will enable the citizens of the North-West of Ontario to feel less alienated from the major decision-making centres at Toronto.

Yours sincerely,

(sgd)

Omer Deslauriers,
Chairman.

OD/cb

attachments

TABLE 1

Electoral District	Total Population	Francophone Ethnic Origin	(*) %	Mother Tongue	(*) %	Francophone Ethnic Origin But Don't Speak French	(**) %
1. Thunder Bay	150,645	(1971) 12,965	8.6	(1971) 6,435 (1976) 6,285	4.1 4.2	6,530	50.3
2. Rainy River	24,765	2,420	9.7	(1971) 920 (1976) 720	3.7 2.9	1,700	73.3
3. Kenora	57,980	4,915	8.5	(1971) 2,130 (1976) 1,985	3.6 3.4	2,930	59.6
Totals	233,390	20,300	8.69	(1971) 9,335 (1976) 9,140	4.0 3.9	11,160	54.9

(*) Percentage in relation to the total population of the district.

(**) Percentage in relation to the population of Francophone ethnic origin.

TABLE 2
NORTH-WESTERN ONTARIO

	TOTAL POPULATION 1976	Francophone Ethnic Origin 1971	French Mother Tongue 1971	French Mother Tongue 1976	FRENCH Language Most Spoken At Home 1971	FRENCH Only language Spoken At Home. 1971
District KENORA	57,980	4,915	2,130	1,980	875	125
KENORA (T.V.)	(10,565)	1,090	425	(325)		
KENORA Unorg.	11,635			505		
IGNACE	1,985	120	70	270		
DRYDEN	6,800	540	285	195		
EAR FALLS	1,980	220	90	150		
JAFFRAY & MELICK	3,415	520	150	150		
BALMERTOWN	2,095	170	85	105		
SIOUX LOOKOUT	3,105	270	100	90		
KEWATIN	1,955	290	95	60		
	Cat. 92-822 1976	Cat. 92-774	Cat. 92-773 1971	Cat. 92-822 1976	Cat. 92-726 Vol.1, part 3. bull. 1-3-5 1971	

Note - There have been included here only the cities and villages where there is a significant Francophone population.

TABLE 3

NORTH-WESTERN ONTARIO

Francophone Population
RAINY RIVER

	TOTAL POPULATION 1976	Francophone Ethnic Origin 1971	French Mother 1971	Tongue 1976	F R E N C H	
					Language Most Spoken At Home 1971	Only Language Spoken At Home 1971
Dist. RAINY RIVER	24,770	2,420	920	720	285	40
FORT FRANCES	9,325	965	325	245		
ATIKOKAN	5,805	645	230	195		
DILKE	230	135	105	90		
RAINY RIVER (T)	1,095	185	60	55		
RAINY RIVER (Unorg.)	1,530			40		
	Cat. 92-822 1976	Cat. 92-774	Cat. 92-773	Cat. 92-822 1976	Cat. 92-726 Vol. 1 part 3 Bull. 1-3-5 1971	

Note: Included here are just the cities and villages where a significant Francophone population is located.

TABLE 4

NORTH-WESTERN ONTARIO

Francophone Population

	TOTAL POPULATION 1976	Francophone Ethnic Origin 1971	French Mother Tongue 1971	French Mother Tongue 1976	F R E N C H Language Most Spoken At Home 1971	Only Language Spoken At Home 1971
Dist. THUNDER BAY	150,645	12,965	6,285	6,435	3,510	950
THUNDER BAY (C)	111,475	6,835	2,350	2,475		
LONGLAC	1,935	715	625	850		
GERALDTON	3,125	950	810	785		
MANITOUWADGE	3,555	795	630	645		
MARATHON	2,280	515	240	240		
TERRACE BAY	2,100	285	105	175		
NIPIGON	2,725	380	190	170		
RED ROCK	1,695	410	195	155		
SCHREIBER	2,010	405	145	135		
BEARDMORE	660	225	170	125		
NAKINA	620	105	70	75		
	Cat. 92-822	Cat. 92-774	Cat. 92-773	Cat. 92-822	92-726 Vol. 1 part.3. Bull. 1. 3-5 1971	

Note: Included here are just the cities and villages where a significant Francophone population is located.

TABLE 5

DISTRIBUTION OF FRENCH MOTHER TONGUE POPULATION
IN NORTH-WESTERN ONTARIO ACCORDING TO IMPORTANCE
OF CONCENTRATIONS

Extent of Concentration	Mother Tongue French	%	Number of Cities And Villages
5,000 and more residents	3,615	39.5	5
3,000 and more residents	5,135	56.0	8
2,000 and more residents	6,005	65.7	14
1,000 and more residents	7,625	83.4	22
<hr/>			
200 and less residents	3,135	34.0	?
1,000 and less residents	1,515	16.5	?

This table shows that a large part of the Francophone population lives in situations where the concentration of Francophones is less than 2,000 residents, that is 3,135 citizens or 34% of the total French mother tongue population in North-Western Ontario. This is a size of group which, according to the current criteria of the CRTC, has little chance of benefitting from the services of an antenna. (As for the 1,515 in centres where there are concentrations of less than 1,000, they have no chance.) However, people in such groups constitute a major portion of our total French mother tongue population.

